

Compte rendu de l'exercice 2016



Dr Harald Nedwed

Membre du conseil de fondation,  
représentant des employeurs  
Président du comité des placements

Adrian Marbet

Vice-président du conseil de fondation,  
représentant des salariés

Jörg Zulauf

Président du conseil de fondation,  
représentant des employeurs



|  |    |
|--|----|
| Éditorial  | 3  |
| Vue d'ensemble des chiffres-clés   | 5  |
| Rapport annuel   | 7  |
| 1. Rétrospective et prévisions   | 8  |
| 2. Placements  | 15 |
| Comptes annuels  | 25 |
| Bilan  | 26 |
| Compte d'exploitation  | 27 |
| Annexe aux comptes annuels   | 28 |
| 1. Principes et organisation   | 28 |
| 2. Membres actifs et bénéficiaires de rentes                                     | 35 |
| 3. Nature de l'application du but  | 36 |
| 4. Principes d'évaluation et de présentation des comptes, permanence             | 40 |
| 5. Risques actuariels/couverture des risques/degré de couverture                 | 41 |
| 6. Explications relatives aux placements et au résultat net des placements       | 45 |
| 7. Explications relatives à d'autres postes du bilan et du compte d'exploitation | 55 |
| 8. Demandes de l'autorité de surveillance  | 58 |
| 9. Autres informations relatives à la situation financière                       | 58 |
| 10. Événements postérieurs à la date du bilan                                    | 58 |
| Rapports   |    |
| Rapport de l'organe de révision  | 59 |
| Rapport de l'expert en matière de prévoyance professionnelle                     | 60 |

## Réflexion

Pour leurs futures prestations, les plus de 80 000 assurés et bénéficiaires de rentes de la Caisse de pensions Migros (CPM) peuvent compter sur des placements de la fortune supérieurs à CHF 22 milliards. Le conseil de fondation et le comité des placements édictent, à l'attention de l'Asset Management, des dispositions pour la gestion de la fortune qui nous est confiée. Sur la base du règlement de placement et de son ordonnance, nous gérons le capital de manière diversifiée et prudente dans le but d'atteindre un rendement en adéquation avec les risques et de contribuer ainsi à la sécurité financière durable de notre caisse de pensions.

Nos prescriptions en matière de gestion de fortune se fondent sur nos convictions par rapport aux placements sur le marché des capitaux. Ces «Investment Beliefs» définis par le conseil de fondation forment la base de l'application de notre stratégie de placement.

Le compte rendu de l'exercice 2016 aborde le thème des «Investment Beliefs» et dresse le portrait du président et du vice-président du conseil de fondation ainsi que du président du comité des placements. Ces cadres dirigeants donnent leur opinion sur les actuels défis de l'activité de placement et sur les points forts de la CPM en termes d'application de la stratégie de placement.

# Jörg Zulauf

## Président du conseil de fondation



À quels défis doit actuellement faire face la CPM dans le cadre de son activité de placement?

Le défi consistera à l'avenir à générer un rendement équilibré avec des risques sensés, afin de répondre aux très hautes exigences en termes de prestations.

Où se situent, d'après vous, les points forts de la CPM dans l'application de la stratégie de placement?

La vaste et solide expérience des collaborateurs associée à une haute identification à la CPM.

Jörg Zulauf  
Président du conseil de fondation, représentant des employeurs  
Vice-président de la direction générale FCM  
Responsable du département Finances

## Chères lectrices, chers lecteurs,

Après avoir passé en revue le compte rendu de l'exercice 2016, vous constaterez une fois de plus que la situation financière de la Caisse de pensions Migros demeure rassurante. La performance de la fortune globale était de 5.3%, le degré de couverture à la fin 2016 de 111.5%.

Ces derniers temps, la prévoyance vieillesse est un thème récurrent dans les médias surtout en raison du projet de réforme de la prévoyance vieillesse 2020 débattu au sein du Parlement jusqu'à la fin mars 2017. Les comités de conduite de la CPM s'attachent eux aussi en permanence à relever les défis découlant du contexte économique des taux d'intérêt faibles, voire négatifs. L'évolution démographique marquée par l'augmentation de l'espérance de vie, mais aussi l'allongement de la vie active souhaité par la politique mettent au défi non seulement les institutions de prévoyance, mais aussi les employeurs. Ces derniers doivent veiller à proposer des emplois flexibles et attrayants afin que les collaborateurs puissent et veuillent à l'avenir rester plus longtemps dans la vie professionnelle.

En 2001, la CPM a pour la première fois examiné sa stratégie de placement sur la base d'une analyse asset and liability. À l'époque, les rendements escomptés étaient encore supérieurs à 5.5%. Les prévisions actuelles de la stratégie de placement en vigueur n'atteignent plus que 2.6%, soit à peine la moitié. En dépit du faible niveau des taux d'intérêt, le rendement de la fortune demeure un important contributeur – pour ainsi dire le troisième – en plus des salariés et des employeurs. C'est pourquoi nos convictions par rapport aux placements sur les marchés des capitaux ont été abordées pour illustrer le présent compte rendu d'exer-

cice. Il faut toutefois bien garder à l'esprit que les placements de la fortune à eux seuls ne permettront pas de relever les défis de la prévoyance professionnelle compte tenu du recul considérable des perspectives de rendement. Des adaptations doivent plutôt intervenir du côté des engagements. Les organes suprêmes ont déjà œuvré dans ce sens à la fin 2016 en évaluant les engagements de manière plus prudente et en appliquant les bases actuarielles les plus récentes et un taux d'évaluation plus bas de désormais 2.0%.

La CPM réagit depuis toujours par petits pas aux changements de contexte et s'adapte en permanence aux nouvelles conditions cadre. Dans environ une année, lorsque les organes suprêmes de notre caisse de pensions auront pris connaissance des plans de la réforme «Prévoyance vieillesse 2020», ils seront plus au clair pour définir les prochaines étapes visant au maintien de l'équilibre financier de la CPM.

Je remercie les membres des organes suprêmes ainsi que l'ensemble des collaboratrices et des collaborateurs de la CPM pour tout le travail accompli en 2016 et vous adresse, chères lectrices, chers lecteurs, mes salutations les meilleures.



Jörg Zulauf  
Président du conseil de fondation

# Adrian Marbet

## Vice-président du conseil de fondation



À quels défis doit actuellement faire face la CPM dans le cadre de son activité de placement?

La période actuelle est caractérisée par des intérêts très bas, en partie négatifs sur les marchés des obligations, la principale catégorie de placement de la CPM. Le défi consiste à définir une catégorie de placement qui laisse présager un rendement suffisant sans pour autant prendre des risques excessifs.

Où se situent, d'après vous, les points forts de la CPM dans l'application de la stratégie de placement?

La CPM dispose de placements largement diversifiés, dont un portefeuille de biens immobiliers très bien structuré et sain. Je tiens particulièrement à mentionner que l'équipe des placements est très compétente et riche d'une longue expérience.

Adrian Marbet  
Vice-président du conseil de fondation, représentant des salariés

Responsable du département du personnel  
Migros-Verteilbetrieb Neuendorf AG

## Vue d'ensemble des chiffres-clés

|   | 2016                               | 2015                 | 2014                 | 2013                 |
|---|------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| <b>Ensemble des assurés</b>   | 80 851                             | 80 771               | 81 644               | 83 229               |
| ■ dont actifs   | 52 369 *                           | 52 081 *             | 52 402               | 55 840               |
| ■ dont bénéficiaires de rentes  | 28 482 **                          | 28 690 **            | 29 242 **            | 27 389 **            |
| <b>Employeurs affiliés</b>  | 43                                 | 43                   | 43                   | 46                   |
| <b>Placements en capitaux</b>   | <i>en millions de CHF</i> 22 202.2 | 21 122.9             | 20 884.1             | 19 789.1             |
| <b>Performance des placements</b>   | % 5.3                              | 1.6                  | 7.0                  | 8.4                  |
| <b>Excédent des charges (-) et des produits</b><br><i>(avant modification de la réserve de fluctuation de valeurs)</i>          | <i>en millions de CHF</i> -1 264.6 | -115.7               | 806.0                | 350.9                |
| <b>Excédent technique</b><br><i>(fonds libres + réserve de fluctuation de valeurs)</i>  | <i>en millions de CHF</i> 2 220.4  | 3 485.0              | 3 600.7              | 2 794.7              |
| <b>Valeur cible de la réserve de fluctuation de valeurs</b>   | <i>en millions de CHF</i> 3 659.5  | 3 232.1              | 3 178.7              | 3 135.3              |
| <b>Déficit de la réserve (-)/fonds libres</b><br><i>(après prise en compte de la réserve de fluctuation de valeurs requise)</i> | <i>en millions de CHF</i> -1 439.1 | 252.9                | 422.0                | -340.6               |
| <b>Degré de couverture</b> selon l'art. 44 OPP 2  | % 111.5                            | 120.5                | 121.5                | 116.9                |
| <b>Bases techniques</b>   | LPP 2015<br>(TG) 2.0               | LPP 2010<br>(TG) 2.5 | LPP 2010<br>(TG) 2.5 | LPP 2010<br>(TG) 2.5 |
| <b>Cotisations de l'employeur</b>   | <i>en millions de CHF</i> 408.0    | 400.9                | 407.4                | 398.9                |
| <b>Cotisations des salariés</b>   | <i>en millions de CHF</i> 188.2    | 184.5                | 184.1                | 181.1                |
| <b>Prestations réglementaires</b>   | <i>en millions de CHF</i> 643.3    | 644.9                | 747.0                | 622.4                |
| <b>Revenu assuré en assurance complète</b>  | <i>en millions de CHF</i> 2 215.3  | 2 174.8              | 2 110.5              | 2 166.7              |
| <b>Frais d'administration pour l'application du règlement</b>   | <i>en millions de CHF</i> 8.5      | 8.5                  | 8.5                  | 8.4                  |
| <b>Frais d'administration pour l'application du règlement par personne assurée</b>  | <i>CHF</i> 104.9                   | 105.4                | 104.3                | 101.1                |
| <b>Frais de gestion de la fortune par CHF 100 de placements de la fortune</b>   | <i>centimes</i> 31.6               | 30.7                 | 29.8                 | 31.2                 |

\* Sans sorties en suspens

\*\* Sans comptages multiples découlant de l'invalidité partielle, des retraites partielles et d'un deuxième rapport d'assurance

# Dr Harald Nedwed

## Membre du conseil de fondation



À quels défis doit actuellement faire face la CPM dans le cadre de son activité de placement?

Si les intérêts extrêmement bas persistent, il ne sera plus possible de générer de rendement avec des obligations de première qualité. Opter pour des formes de placement avec des risques plus élevés n'est possible ou judicieux que de manière limitée. Par conséquent, il sera difficile d'atteindre le rendement visé nécessaire sur l'ensemble des placements.

Où se situent, d'après vous, les points forts de la CPM dans l'application de la stratégie de placement?

D'une part, dans un certain calme face aux turbulences du marché à court terme et, d'autre part, dans la qualité et la motivation des personnes compétentes.

Dr Harald Nedwed  
Membre du conseil de fondation, représentant des employeurs  
Président du comité des placements

Président de la direction de la Banque Migros



# Rapport annuel

# 1. Rétrospective et prévisions

## 1.1 Rétrospective

---

### Activité des organes

---

Les délégués de la CPM se sont réunis le 23 mars 2016. Le comité, dont les tâches ont été redéfinies, fait désormais office de lien entre le conseil de fondation et les entreprises affiliées ainsi que de comité d'élection pour les représentants des salariés au conseil de fondation. Au cours de l'exercice sous revue, l'assemblée des délégués a pris connaissance du compte rendu de l'exercice 2015 et a obtenu différentes informations sur les placements en capitaux et l'évolution de la prévoyance professionnelle en général et auprès de la CPM en particulier.

Durant la période sous revue, le conseil de fondation s'est réuni trois fois. Un séminaire de perfectionnement supplémentaire s'est tenu le 7 septembre 2016. Le faible niveau des taux d'intérêts et les leçons sur le sujet tirées de l'étranger figuraient à l'ordre du jour. L'exemple pratique d'une caisse de pensions suisse a montré comment aborder concrètement les conditions cadre actuelles. Les principaux sujets préparés par la direction et les comités qui ont été traités en cours d'exercice par le conseil de fondation sont résumés dans les pages suivantes.

#### Projet prévoyance Migros 2020

---

L'actuel règlement de prévoyance est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012. Entre-temps, aussi bien le contexte économique que les perspectives de rendement sur les marchés des capitaux ont sensiblement changé. Par conséquent, le conseil de fondation a chargé le comité de prévoyance d'élaborer des solutions pour une stratégie de prestations durable. En principe, prévoir des cotisations plus élevées, reconsidérer l'objectif de prestations ou augmenter l'âge de la retraite sont autant de possibilités envisageables. Grâce à la situation financière actuellement confortable, de telles mesures ne s'imposent pas pour le moment. Tant les représentants des salariés que les représentants des employeurs sont tenus de poser les bons jalons ces prochaines années, afin que la sécurité de la prévoyance puisse aussi être garantie à long terme pour les collaborateurs des entreprises Migros. Le catalogue d'idées établi par le comité de prévoyance pendant l'exercice sous revue a été débattu et étoffé à l'occasion de deux réunions du conseil de fondation. Sur la base de ce catalogue, une proposition viable pour les principes d'un nouveau règlement de prévoyance doit être élaborée à l'attention du conseil de fondation dans un délai d'une année en tenant compte des décisions politiques liées à la réforme de la prévoyance vieillesse 2020.

#### Taux d'intérêt

---

Sont restés inchangés avec 3.25 %, les taux d'intérêt appliqués au plan fondé sur la primauté des prestations et au plan de prévoyance des enseignants des Écoles-clubs. En revanche, durant l'exercice sous revue, la rémunération des avoirs d'épargne dans le plan d'assurance prévoyant une prestation en capital a été réduite de 0.5 point de pourcentage à 1.25 %, ce qui correspond au taux d'intérêt minimal LPP. Le même taux a été appliqué à la rémunération des avoirs d'épargne des comptes supplémentaires et d'excédents.

#### Adaptation du règlement relatif à la constitution de provisions et de réserves de fluctuation de valeurs

---

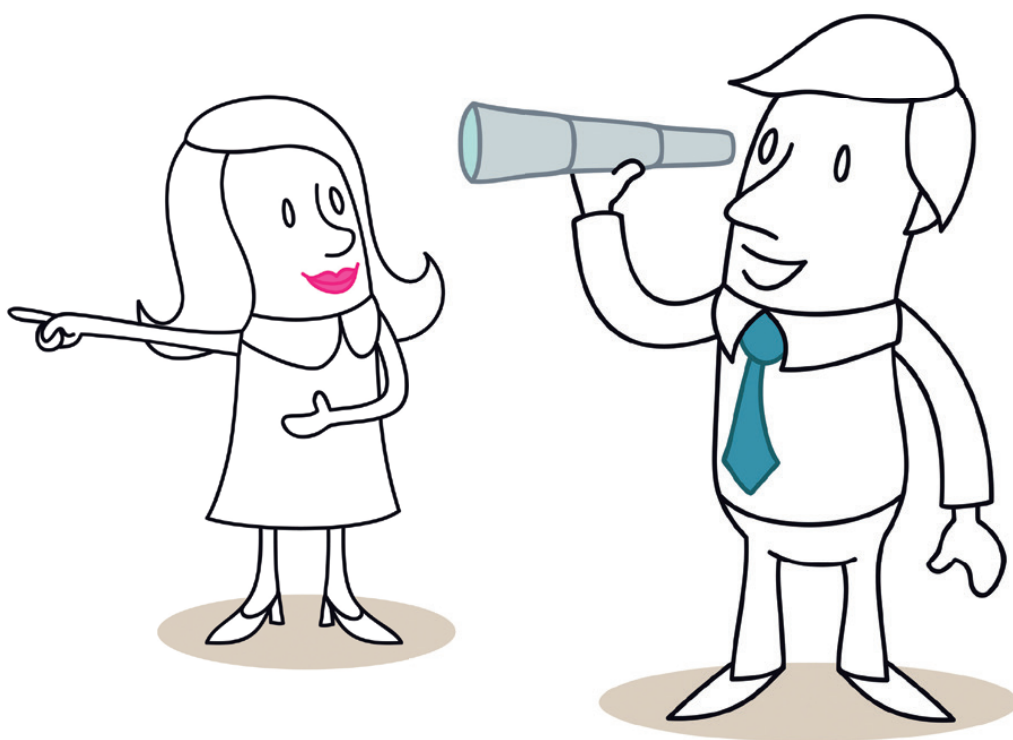
Le faible niveau persistant des taux d'intérêt et l'évolution probable du taux de référence pour le taux d'intérêt technique font que la CPM doit évaluer ses engagements au moyen de paramètres plus prudents que par le passé. Lors de sa réunion du 23 novembre 2016, le conseil de fondation a décidé d'abaisser le taux d'intérêt technique pour l'évaluation des engagements de prévoyance des assurés actifs et des bénéficiaires de rentes de 2.5 % actuellement à 2.0 %. Pour la clôture 2016, les engagements de prévoyance sont calculés au moyen des dernières bases actuarielles LPP 2015 en application des tables générationnelles.

#### Annexe n° 1 au règlement de prévoyance

---

Lors de sa réunion de novembre également, le conseil de fondation a approuvé les réglementations relatives au nouveau droit du divorce ainsi que la révision 6a de la loi fédérale sur l'assurance invalidité (maintien provisoire de l'assurance et mesures de réadaptation). De plus, certaines adaptations formelles apparues au fil du temps depuis l'entrée en vigueur de l'actuel règlement de prévoyance 2012 ont été prises en considération. L'annexe n° 1 peut être téléchargée sur notre site Internet depuis le début janvier 2017. Si nécessaire, le document peut être commandé sur papier via [infobox@mpk.ch](mailto:infobox@mpk.ch).

# Stratégie



L'allocation stratégique d'actifs est le principal facteur de réussite et correspond aux engagements.

## La CPM crée sa propre fondation de placement immobilier

Lors de sa réunion de septembre, le conseil de fondation a approuvé la collectivisation des biens immobiliers directement détenus par la CPM à hauteur de CHF 5.4 milliards dans une fondation de placements qui doit être constituée. L'inscription au registre du commerce a été effectuée au terme de la procédure d'autorisation auprès de la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle à la fin décembre 2016. Le transfert complet des immeubles avec l'authentification du contrat d'apport en nature est prévu dans le courant du premier trimestre 2017 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2017. Par cette collectivisation, le conseil de fondation s'attend à une flexibilité accrue de la CPM en cas de liquidation partielle. Le délai de conclusion anticipé au 31 octobre permet de réduire les surcharges saisonnières dans l'organisation. Les nouvelles institutions de prévoyance intégrées dans la communauté-M peuvent désormais aussi échanger, outre leurs portefeuilles de titres, leurs biens immobiliers contre des parts de la fondation de placement, ce qui peut être effectué de manière plus simple, plus rapide et dans la proportion exacte. Toutes les institutions de prévoyance de la communauté-M obtiennent ainsi l'accès à un portefeuille immobilier largement diversifié à des taux attractifs, et ce indépendamment d'un apport en nature. La collectivisation du portefeuille est effectuée sans incidence fiscale sur la base de rulings fiscaux. Les autorités fiscales ont délivré les autorisations correspondantes. La gestion du portefeuille incombe toujours à la CPM et est régie par une convention de prestations écrite passée avec la fondation de placement.

## Rapport de risque pour l'exercice sous revue

L'évaluation du risque n'a guère changé par rapport à l'exercice précédent. Dans l'exercice sous revue, 62 risques ont été identifiés dans le rapport établi chaque année à l'attention du conseil de fondation. En gros, 23 de ces risques sont considérés comme importants. Après l'instauration de toutes les mesures nécessaires à la réduction des risques bruts, trois risques étaient toujours considérés comme importants. Deux des trois risques nets importants sont de nature exogène et concernent, d'une part, l'incertitude en Bourse et sur les marchés des placements et, d'autre part, l'évolution potentiellement négative dans le commerce de détail susceptible de se répercuter sur le financement du plan de prévoyance. Le risque endogène se rapporte à la marge trop faible ou négative entre le rendement exigé et la performance réalisable. Cette évaluation est confirmée par la mise à jour de l'analyse ALM à la mi-2016 qui repose sur les bases techniques LPP 2010 2.5%. Il en ressort notamment que le rendement escompté de 2.6% et le rendement nécessaire de 3.1 % présentent un écart de 0.5 point de pourcentage.

## Mesures dans l'Asset Management dues au faible niveau des taux d'intérêts

À la fin 2015, le comité des placements avait décidé, au vu du faible niveau persistant des taux d'intérêts, d'adopter différentes mesures pour augmenter le rendement, comme des placements dans des hypothèques, l'extension des obligations satellites par des senior secured loans et une augmentation des placements dans des biens immobiliers et des infrastructures. Depuis, ces projets sont à bon point, et, dans le secteur des placements hypothécaires, des contrats de collaboration avec deux banques ont été conclus. Dans le secteur des biens immobiliers étranger et des infrastructures, d'importants nouveaux investissements ont pu être réalisés, d'où des répercussions positives sur la performance. Les senior secured loans sont considérés comme des placements alternatifs. Par conséquent, le conseil de fondation a décidé d'augmenter la limite fixée dans le règlement de placement pour les placements alternatifs de 5 points de pourcentage à désormais 20%.

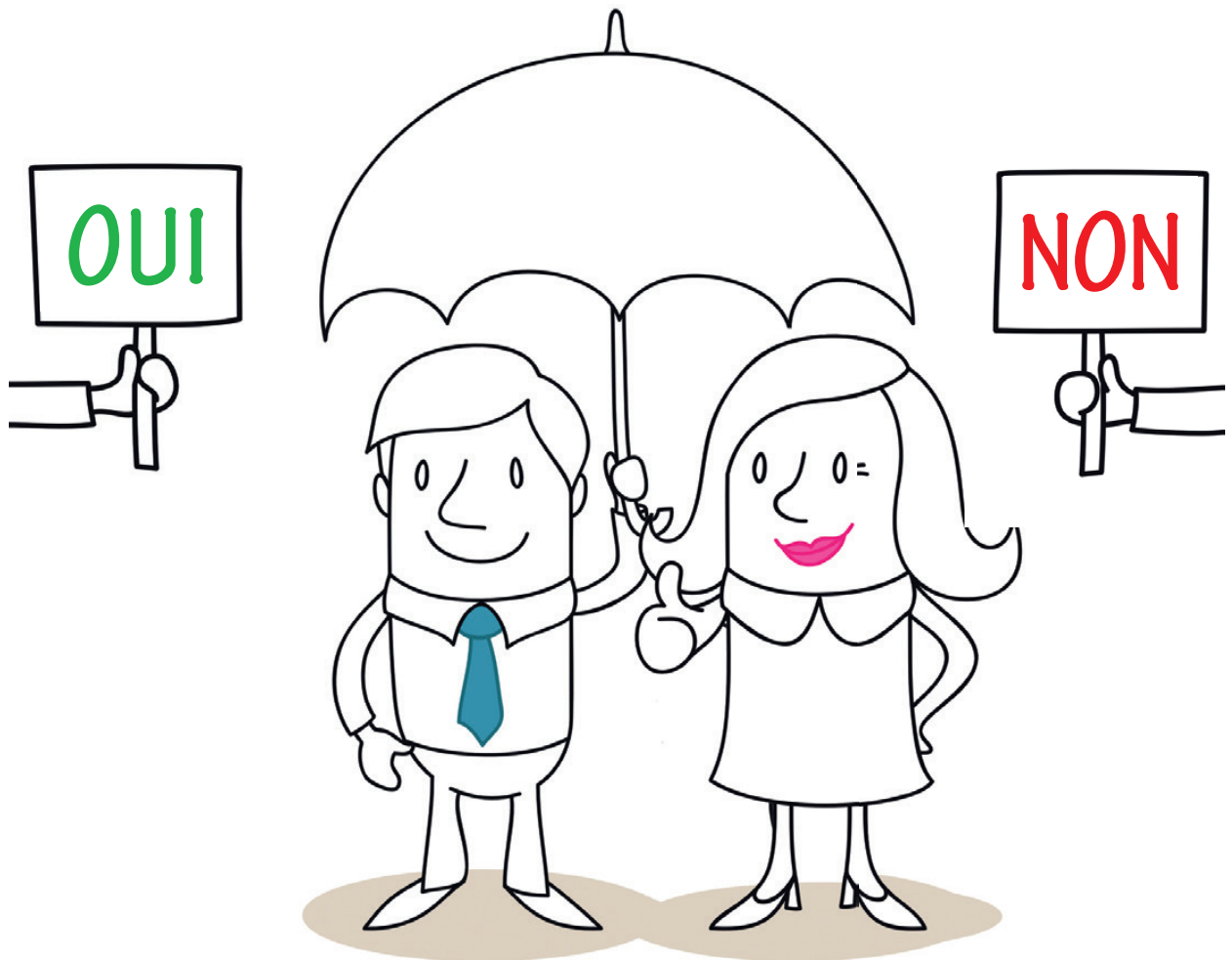
## Installations photovoltaïques – un investissement sûr et stable

En collaboration avec des spécialistes externes, l'intégralité du portefeuille immobilier de la CPM a été analysée en termes de compatibilité avec des installations photovoltaïques. Depuis, 50 installations ont été posées sur 214 toits. Huit autres installations prévues pour 30 toits sont actuellement en phase de planification ou déjà en construction et seront opérationnelles dans les mois à venir. La durée d'utilisation d'une installation photovoltaïque est estimée à 25 ans. L'énergie produite est injectée dans le réseau électrique local et remboursée à un tarif prédéterminé. La production de courant est de 9.3 millions de kilowatt-heures par année, ce qui couvre le besoin en électricité d'environ 2100 ménages de quatre personnes. À ce jour, CHF 19 millions ont été investis dans des installations photovoltaïques générant un rendement net de 4.0%.

## Conventions d'affiliation

Durant l'exercice sous revue, le conseil de fondation a approuvé la convention d'affiliation des membres de la direction d'ACTIV FITNESS SA au 1<sup>er</sup> septembre 2016 et la dissolution de la convention d'affiliation avec Mitreva Interne Revision AG au 30 juin 2016. Tous les collaborateurs sont désormais engagés par Mitreva Treuhand und Revision AG.

## Diversification des risques



Nous voulons un dédommagement  
pour les risques encourus.

Un portefeuille diversifié permet  
un bon rapport rendement-risque.

## Activités de la direction

---

### Mutations au sein des cadres

---

#### Nominations

- Andreas Müller, responsable administration des biens immobiliers Mittelland, au 1<sup>er</sup> janvier 2016
- Diego Maruccia, gestionnaire de portefeuille AST, au 1<sup>er</sup> juillet 2016
- Marco Siegrist, responsable centre de compétences industrie, au 1<sup>er</sup> septembre 2016
- Willi Hohl, responsable architecture et planification, au 19 septembre 2016
- Peer Kocur, responsable gestion de portefeuille Biens immobiliers, au 1<sup>er</sup> décembre 2016

#### Changement de fonction

- Thomas Egloff, responsable Construction, au 1<sup>er</sup> septembre 2016, auparavant responsable réalisation des constructions.

#### Communication avec les assurés et nos partenaires auprès des entreprises affiliées

---

Les responsables d'équipe et le responsable Assurance ont donné 13 séminaires de préparation à la retraite. Le séminaire «Prévoyance 50+», proposé par la coopérative Migros Zurich, a eu lieu à cinq reprises. À cela se sont ajoutées différentes conférences lors des séminaires des entreprises affiliées.

#### Simulateur de calcul sur [www.mpk.ch](http://www.mpk.ch)

---

Depuis mars 2016, un outil de simulation sur notre site Internet permet aux assurés actifs d'établir leur certificat de prévoyance personnel et de calculer individuellement les futures prestations de prévoyance. Les données de login requises à cet effet, mot de passe inclus, figurent sur le certificat de prévoyance. Depuis la fin décembre, il est aussi possible de calculer les répercussions d'un achat facultatif sur les prestations de prévoyance. Si les prestations intégrales ont déjà été achetées, il est possible de mettre de l'argent de côté sur le compte supplémentaire pour le financement d'une retraite anticipée.

### Nouvel Extranet pour la CPM

---

L'Extranet de la CPM a été revisité en 2016 en collaboration avec l'entreprise Intersim AG. À l'instar du site Internet, le design est désormais moderne et la navigation, plus conviviale. La mise en ligne a eu lieu le 17 janvier 2017. L'Extranet nommé «Piazza» permet aux collaborateurs de s'informer au quotidien. Un système récent de gestion des contenus est utilisé. Le nouvel Extranet présente une structure plus claire des contenus, et les informations nécessaires au travail sont disponibles selon les besoins des utilisateurs. De plus, les documents toujours à jour sont enregistrés de manière centralisée.

### Passage à la technologie All IP pour l'infrastructure de communication dans les immeubles

---

À la fin 2017, Swisscom et d'autres opérateurs de télécommunication remplaceront la télécommunication analogique par une solution numérique (ALL IP). Dans tous les immeubles de la CPM, les appareils alimentés en électricité par des lignes analogiques doivent être remplacés. Sont concernées en particulier les installations de téléphone et d'alarme ainsi que les commandes d'appareils. De plus, les locataires doivent disposer de lignes compatibles avec IP. La saisie des infrastructures analogiques existantes de 12 700 logements et de 1100 raccordements commerciaux est désormais terminée, et les immeubles à assainir sont connus. Les mesures nécessaires (installation et réception) interviendront dans le courant de l'année. Les coûts de cette adaptation sont évalués à CHF 12 millions.

### Traitement des documents et archivage électroniques à la direction Assurance

---

Le projet concerne le traitement et l'archivage électroniques permanents de documents à la direction Assurance. Le scannage des dossiers en cours (cas de rentes, EPL, etc.) ainsi que le scannage et le traitement du courrier reçu chaque jour figurent au premier plan. Après avoir consulté les solutions d'autres institutions de prévoyance et après établissement du cahier des charges, quatre prestataires ont été invités à soumettre une offre. La procédure d'évaluation a été achevée à la fin 2016.

## 1.2 Perspectives 2017

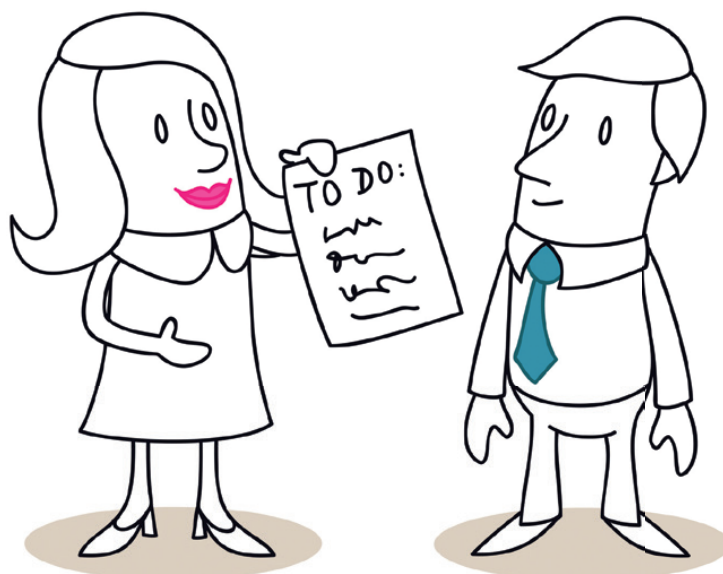
---

### Adaptations des rentes au 1<sup>er</sup> janvier 2017

---

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, le conseil de fondation décide chaque année si les rentes doivent être adaptées à l'évolution des prix et à quelle hauteur. Lors de sa réunion de novembre, le conseil de fondation a renoncé à une adaptation des rentes, pour les raisons suivantes:

- l'abaissement à la fin 2016 du taux d'intérêt technique pour l'évaluation des engagements de prévoyance décidé par le conseil de fondation a fait considérablement chuter le degré de couverture en dessous de la valeur cible de 119%. Par conséquent, plus aucune marge de manœuvre financière n'est disponible pour une adaptation générale des rentes en cours.
- Les taux d'intérêt bas persistants laissent présager des rendements inférieurs à long terme.
- Le pouvoir d'achat affiche un niveau stable depuis plusieurs années. Au cours des cinq dernières années, l'indice suisse des prix à la consommation a évolué à la baisse.
- Le Conseil fédéral a également renoncé à une adaptation des rentes minimales risques LPP au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

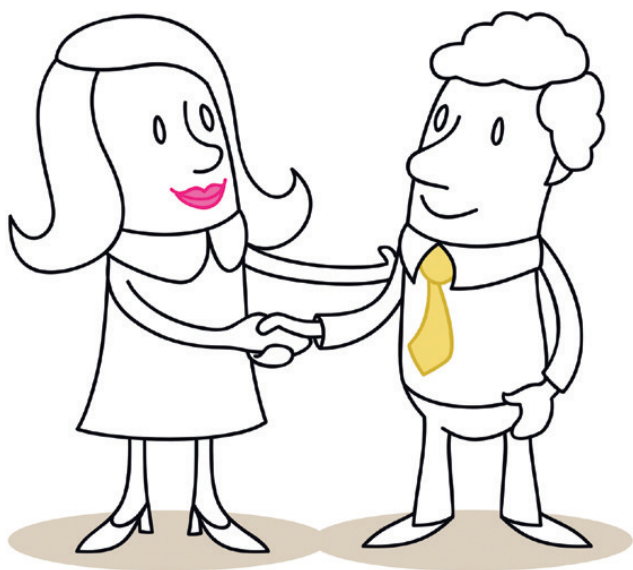


## Processus de placement



La part principale du rendement est atteinte moyennant une exposition aux risques de marché.

Une gestion active nous fournit un rendement supplémentaire.





## 2. Placements

### Les marchés financiers en 2016

Le scepticisme quant à la durabilité de la performance économique chinoise, la première augmentation des taux d'intérêt depuis 2006 aux États-Unis en décembre 2015 ainsi que l'effondrement des prix de l'énergie ont attisé les craintes de récession en début d'année aux États-Unis, ce qui a entraîné d'importantes corrections des cours en Bourse. En Europe, l'éclosion de doutes quant à la stabilité du système bancaire et la peur d'une crise récurrente de la dette souveraine hantaient en outre les marchés. La nervosité ambiante des marchés s'est encore amplifiée avec l'aggravation des crises politiques et économiques dans les pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), portée par la dépendance au secteur de l'énergie, les tensions géopolitiques et les faiblesses institutionnelles. La tendance s'est inversée avec l'attrayant prix du pétrole, l'ajournement du cycle de hausse des taux d'intérêt par la Fed américaine ainsi que l'extension des mesures de politique monétaire par la BCE. Par conséquent, le contexte global des faibles taux d'intérêt s'est intensifié et a atteint son niveau annuel le plus bas à la moitié de l'année, lorsque toutes les durées des obligations gouvernementales ont été négociées avec des rendements négatifs.

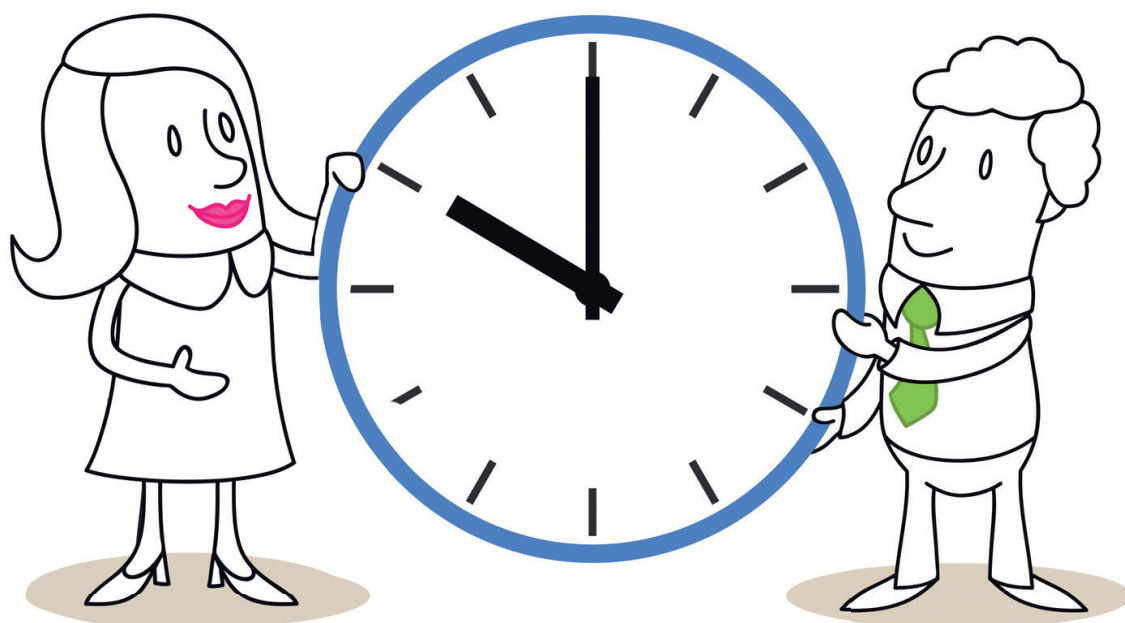
L'issue surprenante du vote de la Grande-Bretagne sur le BREXIT à la fin juin s'est temporairement traduite par de fortes fluctuations de cours sur les principales places de négoce. L'abaissement des intérêts de la Banque d'Angleterre ainsi que l'augmentation considérable de la demande en emprunts d'État de meilleure solvabilité de la part des investisseurs ont conduit à la chute de leurs rendements (10-YR UK Govt. du 23 juin au 7 juillet -59 points de base). La livre sterling ne cesse de se dévaluer (-14.9% GBP/CHF). Contre toute attente, les marchés ont rapidement récupéré sans entraîner de crash des actions, de panique bancaire ou d'effondrement de l'économie britannique.

Contrairement à la plupart des prévisions, les marchés des actions se sont envolés avec l'élection de Donald Trump en tant que 45<sup>e</sup> président des États-Unis au début novembre (indice S&P 500 en USD 12.0%). Les intérêts sur les obligations d'État ont aussi augmenté à l'échelle planétaire (US 10-YR 59 points de base), mais demeurent à un niveau historiquement bas. Les intentions de Donald Trump de mettre l'accent sur la politique fiscale plutôt que monétaire ont modifié les attentes des marchés. L'augmentation anticipée des futurs rendements des entreprises en résultant a propulsé vers le haut non seulement les actions, mais aussi la performance des emprunts high yield américains. La Fed américaine a tenu compte des intentions politiques de Donald Trump en relevant, en décembre, le taux directeur de 25 points de base. Une intervention sur les taux qu'elle a différée tout au long des 12 derniers mois et qui contraste avec la politique monétaire des principales banques centrales. Par apport aux principales monnaies, le dollar US s'est apprécié (USD/CHF 1.6%).

L'indice d'actions MSCI World (9.8% en CHF) tout comme le MSCI Emerging Markets (13.3% en CHF) ont terminé l'année largement dans le positif. La plupart des titres suisses à dividendes ont suivi une tendance favorable, néanmoins les poids lourds Nestlé, Novartis et Roche ont tiré le SPI vers le bas (-1.4%). En 2016, les marchés obligataires globaux ont enregistré une évolution majoritairement positive. Les emprunts d'État globaux ont produit un rendement en CHF de 3.2% (Citigroup World Govt. Bond Index), et les obligations d'entreprise en euros ou en USD ont terminé l'année sur une performance en CHF de respectivement 3.2% et 7.7%.



## Horizon de placement



Notre structure des échéances nous permet de mettre à profit les avantages d'un horizon de placement de longue durée.

## Performance de la fortune

En 2016, la fortune globale a dégagé, avec un rendement de 5.3% (exercice précédent 1.6%), une surperformance de 0.8 point de pourcentage par rapport aux directives stratégiques. Cette avance est exclusivement due à la gestion des placements. Les décisions liées à la sélection des placements satellites en obligations, des biens immobiliers Suisse et des actions Suisse, notamment, ont livré des effets positifs. Les pondérations tactiques des catégories de placement étaient neutres, car les effets positifs et négatifs se sont pour ainsi dire équilibrés.

Le tableau ci-après indique la performance de chaque catégorie de placement (comparaison sur une et deux années). La classification repose sur la stratégie de placement en vigueur. La performance a été mesurée selon la méthode de la pondération temporelle, afin de neutraliser l'effet d'afflux et de sorties de capitaux inhérent à la méthode basée sur la capitalisation de l'évaluation de la performance, sur laquelle le responsable des placements n'a aucune influence.

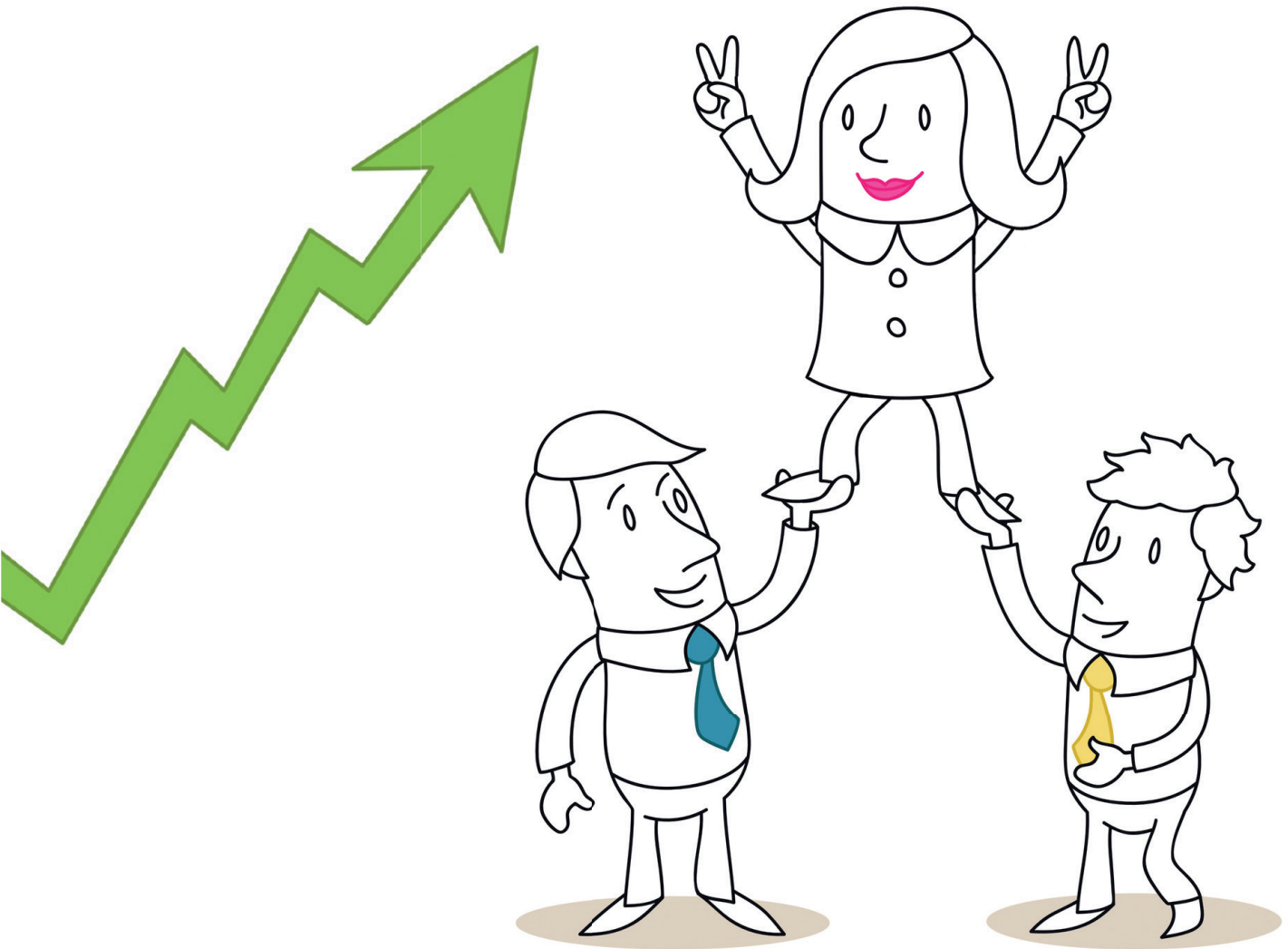
### Performance des catégories de placement

|  | 2016       |             | 2015       |             |
|--|------------|-------------|------------|-------------|
|  | CPM %      | Benchmark % | CPM %      | Benchmark % |
| Liquidités   | 0.0        | -0.9        | 0.1        | -0.9        |
| Prêts  | 2.3        | 2.3         | 2.7        | 2.7         |
| Obligations gouvernementales en CHF                                    | 1.7        | 2.1         | 3.7        | 2.8         |
| Obligations non gouvernementales Suisse en CHF                         | 1.4        | 1.2         | 1.6        | 1.9         |
| Obligations Étranger en CHF  | 1.4        | 1.1         | 1.4        | 1.1         |
| Obligations d'État en monnaies étrangères garanties <sup>1</sup>       | 0.1        | 1.6         | -5.9       | -0.2        |
| Obligations d'entreprise en monnaies étrangères garanties <sup>1</sup> | 3.7        | 3.9         | -3.9       | -1.8        |
| Placements satellites en obligations <sup>1</sup>                      | 7.2        | 1.8         | -0.2       | -0.5        |
| Actions Suisse   | -0.8       | -1.4        | 2.8        | 2.7         |
| Actions Étranger <sup>2</sup>  | 8.8        | 8.8         | -2.0       | -1.7        |
| Placements satellites en actions <sup>1</sup>                          | 8.3        | 6.7         | -0.8       | -1.7        |
| Biens immobiliers Suisse   | 7.0        | 5.8         | 7.2        | 5.8         |
| Placements satellites en biens immobiliers <sup>1</sup>                | 6.3        | 5.8         | 9.5        | 5.8         |
| <b>Fortune globale</b>   | <b>5.3</b> | <b>4.5</b>  | <b>1.6</b> | <b>2.0</b>  |

<sup>1</sup> Monnaies étrangères garanties

<sup>2</sup> Monnaies étrangères partiellement garanties

## Organisation des placements



Pour les placements satellites, la gestion interne est complétée par des spécialistes externes, ce qui est annonciateur de réussite.

Les placements sont effectués en tenant compte des coûts et sont transparents en termes de coûts.

## Performance moyenne sur plusieurs années

Sur l'ensemble de la fortune, la performance des trois dernières années – de 4.6 % par année – dépasse nettement le rendement visé nécessaire pour notre institution de prévoyance actuellement de 3.1 %.

## Performance par comparaison au benchmark stratégique

| <i>Jour critère 31.12.2016<br/>en % p.a.</i> | <b>3 ans</b> | <b>5 ans</b> | <b>10 ans</b> | <b>15 ans</b><br><i>(depuis le<br/>1.1.02)</i> |
|--|--------------|--------------|---------------|--|
| Fortune globale                              | 4.6          | 6.4          | 3.5           | 3.8  |
| Stratégie (benchmark)                        | 5.1          | 6.1          | 3.8           | 3.7  |

## Couverture du risque de change

La CPM investit plus de 50 % de ses placements à l'étranger, donc en monnaies étrangères. Partant du principe que les risques de change ne sont pas dédommagés à long terme, nous les couvrons pour la plupart. À la fin 2016, après couverture, 9.7 % (exercice précédent 10.1 %) de la fortune globale étaient exposés aux risques de change.

## Risque des placements

Dans le cadre de la détermination de l'allocation stratégique d'actifs, le potentiel de risque de la stratégie de placement est également mesuré. L'écart type tient habituellement lieu d'indicateur. Le risque annualisé des placements au cours des trois dernières années s'élevait à 3.8%. Même sur une plus longue période de 15 ans, la volatilité annuelle de la fortune globale de 4.4 % était proche de celle de la stratégie de 4.3 %.

## Évolution des différentes catégories de placement

### Placements en valeurs nominales

#### Liquidités

Les liquidités sont gérées au moyen de placements dans des comptes courants et, dorénavant, avec un dépôt à terme. En 2016, la CPM a été forcée de verser des intérêts négatifs à deux banques. Le versement est lié à la décision de janvier 2015 de la Banque nationale suisse d'introduire des intérêts négatifs sur les liquidités importantes des instituts financiers. En dépit du contexte des taux négatifs, la CPM est parvenue à atteindre un rendement équilibré grâce à la gestion efficace des liquidités, ce qui se traduit par une nette avance de 0.9 point de pourcentage par rapport au taux du marché monétaire à trois mois CHF Euro-deposit.

#### Prêts

Les placements sont effectués sous la forme de placements directs ou collectifs en CHF et concédés à des communes et cantons suisses, des banques cantonales ainsi qu'à des centrales électriques et des fournisseurs d'énergie suisses. Toutes les contreparties affichent un rating A+ en moyenne. Désormais, des prêts garantis par des gages immobiliers sous la forme d'hypothèques seront aussi accordés en collaboration avec deux banques. Le benchmark correspond au rendement atteint de 2.3% pendant l'exercice sous revue.

#### Composition

|   | 31.12.2016<br>en millions<br>de CHF | 31.12. 2015<br>en millions<br>de CHF |
|---|-------------------------------------|--------------------------------------|
| Prêts   | 1 053.2                             | 859.3                                |
| ■ dont prêts placements directs<br>et placements collectifs | 987.1                               | 859.3                                |
| ■ dont hypothèques  | 66.1                                | –                                    |

#### Obligations gouvernementales en CHF

À l'instar de l'exercice précédent, en 2016, les intérêts des obligations gouvernementales ont encore fortement chuté. Ces obligations avec des valeurs résiduelles inférieures à 13 ans ont enregistré un taux de rendement actuariel négatif au terme de l'exercice. Le taux de rendement actuariel des titres détenus se situait à -0.1% à la fin de l'année. Des mutations et un redimensionnement du portefeuille ont été effectués en cours d'exercice, ce qui a permis d'augmenter à 10.8 ans (exercice précédent 10.2 ans) la durée du portefeuille, qui est maintenant en conformité avec le benchmark (10.9 ans). Pour l'exercice en cours, un rendement de 1.7% a résulté en une perte de 0.4 point de pourcentage par rapport à l'indice de référence.

#### Obligations non gouvernementales Suisse en CHF

En 2016, le portefeuille a été considérablement réduit. La durée a été maintenue à 6.6 ans (indice 7.6 ans), même valeur que l'année précédente. L'écart relatif par rapport à l'indice a ainsi augmenté de 0.4 à 1 année. Le segment de rating AAA est fortement sous-pondéré au profit de classements de la solvabilité plus bas. Cependant, toutes les obligations possèdent un rating investment grade. Le retard du premier semestre a pu être rattrapé durant les six derniers mois, si bien que le portefeuille clôture l'année avec un rendement de 1.4% et une avance de 0.2 point de pourcentage sur l'indice.

#### Obligations Étranger en CHF

Le portefeuille des obligations Étranger en CHF a été, tout comme celui des obligations suisses, considérablement réduit. La durée majorée de 0.3 est passée à 5.1 ans et est désormais légèrement supérieure à celle de l'indice (5.0 ans). La surpondération du segment d'investment grade inférieur au détriment des qualités plus élevées comparativement moins rentables (AAA à AA-) a été maintenue en 2016, ce qui a résulté en un rendement positif. Avec une performance de 1.4%, une avance de 0.3 point de pourcentage a été réalisée par rapport à l'indice.

## Obligations d'État en monnaies étrangères garanties

---

En 2016, le nouveau segment des pays émergents en USD est venu s'ajouter à cette catégorie, dont le montant a toutefois été considérablement réduit. Au terme de l'exercice, le portefeuille contient des titres d'État de 17 pays émergents. Les placements dans des pays industrialisés sont effectués dans les monnaies EUR, USD, GBP, AUD, CAD et DKK avec garantie. À la fin de l'exercice, les portefeuilles se sont limités aux devises EUR, USD, DKK et GBP. Avec 0.1 %, les placements ont essuyé, par rapport à la directive stratégique globale, une sensible perte de 1.5 point de pourcentage entièrement due à la constitution du nouveau segment des marchés émergents.

## Obligations d'entreprise en monnaies étrangères garanties

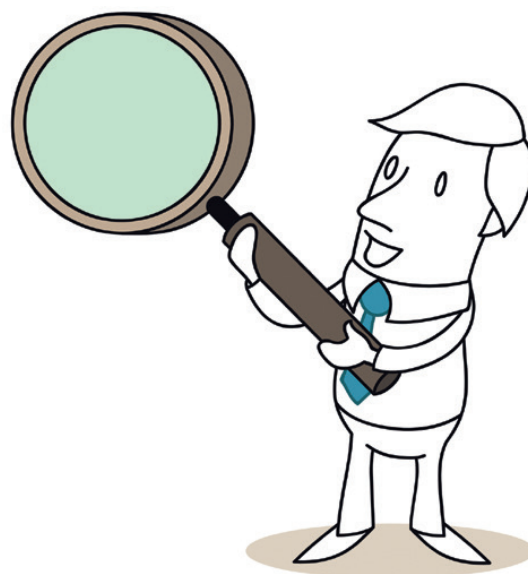
---

Le segment des obligations d'entreprise est assuré contre le risque de change et axé sur les espaces monétaires en EUR et en USD, respectivement sur les régions Europe et États-Unis. Il combine des mandats de placements directs externes et internes. Avec une performance de 3.7 %, le résultat agrégé a généré une valeur proche de l'indice par rapport à la garantie intégrale avec un rendement de 3.9 %.

## Placements satellites en obligations

---

La catégorie comporte les thèmes de placement obligations high yield, senior secured loans ainsi qu'obligations hybrides et convertibles réalisés par le biais de mandats ou de placements collectifs. Les risques de change sont couverts. Durant l'exercice sous revue, la catégorie mesurée sur la base d'un très large indice obligataire a atteint, avec 7.2 %, une avance considérable de 5.4 points de pourcentage. Avant tout grâce au rating moyen inférieur, tous les segments et en particulier les obligations high yield ont contribué à cette surperformance.



## Durabilité



Pour nos placements, nous nous orientons vers les intérêts financiers de nos assurés et tenons aussi compte des points de vue écologique et éthique.



## Placements en actions

---

### Actions Suisse

---

La catégorie de placement des actions Suisse mesurée par rapport au benchmark SPI global a réalisé, avec un rendement de -0.8 %, une nette avance de 0.6 point de pourcentage. La surperformance est due, d'une part, à la surpondération tactique des petites et moyennes entreprises qui ont produit un rendement sensiblement meilleur que celui des blue chips. D'autre part, la gestion des placements s'est aussi avérée réjouissante, et la sélection des titres des entreprises à petite et grande capitalisation a livré des effets positifs.

### Actions Étranger (risques de change partiellement garantis)

---

Les actions Étranger ont été réparties dans les régions Europe, USA, Canada, Japon, Pacifique excepté Japon et marchés émergents. Tous les placements régionaux ont atteint des rendements positifs, néanmoins d'ampleurs différentes. Les États-Unis, le Canada et les marchés émergents présentent une performance à deux chiffres faisant que la référence stratégique a été, en partie, largement dépassée. L'ajournement du cycle d'augmentation des taux d'intérêt, le rebond des cours des matières premières, l'issue des élections aux États-Unis ainsi que les effets de change comptent parmi les principaux moteurs de la performance. Les effets de change ont, par moments, fait de l'ombre à la performance des placements en Europe et au Japon, ce qui s'est traduit par de faibles rendements à un chiffre en CHF. Grâce à la performante couverture du risque de change, la catégorie a dégagé un résultat conforme à la stratégie avec un rendement de 8.8 %.

### Placements satellites en actions

---

Les placements satellites en actions comprennent des actions small & mid caps, private equity et multi asset. La catégorie est assurée contre les risques de change. La sous-catégorie des small & mid caps se concentre exclusivement sur les régions États-Unis et Europe. Avec une performance de 8.3 %, la fortune agrégée a réalisé une surperformance de 1.6 point de pourcentage grâce aux multi assets (en particulier actions métaux précieux) ainsi qu'aux actions small & mid cap États-Unis.

## Placements dans des biens immobiliers

---

### Biens immobiliers Suisse

---

Au cours de la période sous revue, le département de gestion des portefeuilles a examiné quelque 240 offres immobilières pour un total de CHF 7.1 milliards. Les négociations ont abouti pour trois objets, mais les contrats d'achat n'ont pas encore été signés. En outre, deux parcelles ont été achetées. Une parcelle se trouve à Glattbrugg, Frohdörfli, et une autre à Dübendorf, Oskar-Bider-Strasse. L'extension de nos immeubles existants peut ainsi être réalisée. Aucun désinvestissement n'est à signaler durant la période sous revue. La location de surfaces commerciales demeure toujours aussi difficile. Souvent, les locaux qui ont pu être loués sont contrebalancés par de nouvelles résiliations de bail. Le pourcentage de locaux vides a pu être maintenu à un niveau plus ou moins constant. En raison du ralentissement de l'immigration et du grand nombre de nouvelles constructions, les logements sont devenus plus difficiles à louer dans plusieurs régions. Le pourcentage d'appartements vides affiche une tendance générale à la hausse. À la fin 2016, le portefeuille des biens immobiliers comptait 12 510 appartements et 309 403 m<sup>2</sup> de surfaces commerciales. Le rendement global de 7.0 % a dépassé le benchmark de 1.2 point de pourcentage, dont 3.9 points de pourcentage sont imputables au rendement net du cashflow et 3.1 points aux variations de valeurs positives.

### Placements satellites en biens immobiliers

---

Les placements satellites en biens immobiliers comprennent les sous-catégories des biens immobiliers Étranger, des biens immobiliers Suisse indirects et des infrastructures. Tous les placements sont entièrement couverts contre les risques de change. Les biens immobiliers Étranger font l'objet de placements collectifs diversifiés dans le monde entier, dans tous les segments de risque. Les placements indirects dans des biens immobiliers en Suisse consistent en des fondations de placement à faible volatilité et largement diversifiées et en des fonds immobiliers. Cette année, le portefeuille d'infrastructure a été complété par des stratégies secondaires. Le rendement de 6.3 % sur toute la catégorie résulte en une surperformance de 0.5 point de pourcentage générée par les biens immobiliers Étranger et les investissements dans les infrastructures.





# Bilan

| Au 31 décembre   | Renvoi à<br>l'annexe n° | 2016<br>en millions<br>de CHF | 2015<br>en millions<br>de CHF |
|--|-------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| <b>ACTIF</b>   | 6.5                     | <b>22 326.5</b>               | <b>21 261.8</b>               |
| <b>Placements</b>                                      |                         | <b>22 319.3</b>               | <b>21 252.8</b>               |
| <b>Actifs opérationnels</b>                            |                         | <b>117.1</b>                  | <b>129.9</b>                  |
| ■ Caisse, avoirs à la poste, avoirs bancaires          |                         | 13.6                          | 11.6                          |
| ■ Créances   |                         | 103.6                         | 118.3                         |
| <i>dont auprès de l'employeur</i>                      | 6.9.1                   | 97.0                          | 113.1                         |
| ■ Arrondi  |                         | -0.1                          | 0.0                           |
| <b>Placements en capitaux</b>                          |                         | <b>22 202.2</b>               | <b>21 122.9</b>               |
| ■ Liquidités   |                         | 489.9                         | 550.1                         |
| <i>dont auprès de l'employeur</i>                      | 6.9.1                   | 192.1                         | 122.0                         |
| ■ Prêts  |                         | 1 053.2                       | 859.3                         |
| ■ Obligations  |                         | 6 599.4                       | 6 577.7                       |
| <i>dont auprès de l'employeur</i>                      | 6.9.1                   | 0.0                           | 19.7                          |
| ■ Actions  |                         | 7 051.9                       | 6 625.0                       |
| <i>dont auprès de l'employeur</i>                      | 6.9.1                   | 0.0                           | 5.5                           |
| ■ Biens immobiliers                                    |                         | 7 007.7                       | 6 510.7                       |
| ■ Arrondi  |                         | 0.1                           | 0.1                           |
| <b>Compte de régularisation actif</b>                  | 7.1                     | <b>7.2</b>                    | <b>8.9</b>                    |
| <b>Arrondi</b>   |                         | <b>0.0</b>                    | <b>0.1</b>                    |
| <b>PASSIF</b>  |                         | <b>22 326.5</b>               | <b>21 261.8</b>               |
| <b>Dettes</b>  |                         | <b>9.3</b>                    | <b>10.3</b>                   |
| ■ Prestations de libre passage et rentes               |                         | 3.7                           | 4.8                           |
| ■ Autres dettes  | 7.2                     | 5.6                           | 5.5                           |
| <b>Compte de régularisation passif</b>                 | 7.3                     | <b>44.2</b>                   | <b>36.6</b>                   |
| <b>Réserve de contributions de l'employeur</b>         | 6.9.2                   | <b>542.3</b>                  | <b>495.2</b>                  |
| <b>Provisions non techniques</b>                       | 7.4                     | <b>249.6</b>                  | <b>223.6</b>                  |
| <b>Capitaux de prévoyance et provisions techniques</b> |                         | <b>19 260.6</b>               | <b>17 011.1</b>               |
| ■ Capital de prévoyance assurés actifs                 | 5.2                     | 9 706.9                       | 7 928.0                       |
| ■ Capital de prévoyance bénéficiaires de rentes        | 5.4                     | 9 129.2                       | 8 694.9                       |
| ■ Provisions techniques                                | 5.5                     | 424.4                         | 388.1                         |
| ■ Arrondi  |                         | 0.1                           | 0.1                           |
| <b>Réserve de fluctuation de valeurs</b>               | 6.4                     | <b>2 220.4</b>                | <b>3 232.1</b>                |
| <b>Arrondi</b>   |                         | <b>0.1</b>                    | <b>0.0</b>                    |
| <b>Fonds libres</b>                                    | 7.5                     | <b>0.0</b>                    | <b>252.9</b>                  |
| ■ Situation en début de période                        |                         | 252.9                         | 421.9                         |
| ■ Excédent des charges                                 |                         | -252.9                        | -169.0                        |

## Compte d'exploitation

|   | Renvoi à<br>l'annexe n° | 2016<br>en millions<br>de CHF | 2015<br>en millions<br>de CHF |
|---|-------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| <b>Cotisations et apports ordinaires et autres</b>  | 3.2                     | <b>660.6</b>                  | <b>667.5</b>                  |
| ■ Cotisations des salariés  |                         | 188.2                         | 184.5                         |
| ■ Cotisations de l'employeur  | 3.3.2                   | 408.0                         | 400.9                         |
| ■ Prélèvements de la réserve de contribution de l'employeur pour le financement des cotisations | 6.9.2                   | -1.3                          | -6.7                          |
| ■ Primes uniques et montants d'achat  | 3.3.2                   | 17.6                          | 17.0                          |
| ■ Apports dans la réserve de contributions de l'employeur                                       | 6.9.2                   | 48.1                          | 71.7                          |
| ■ Arrondi   |                         | 0.0                           | 0.1                           |
| <b>Prestations d'entrée</b>   |                         | <b>180.6</b>                  | <b>191.5</b>                  |
| ■ Apports de libre passage  |                         | 170.3                         | 182.8                         |
| ■ Remboursement de versements anticipés pour la propriété du logement/divorce                   |                         | 10.3                          | 8.7                           |
| <b>Arrondi</b>  |                         | <b>0.1</b>                    | <b>0.0</b>                    |
| <b>Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée</b>                                 |                         | <b>841.3</b>                  | <b>859.0</b>                  |
| <b>Prestations réglementaires</b>   | 3.1                     | <b>-643.3</b>                 | <b>-644.9</b>                 |
| ■ Rentes de vieillesse  |                         | -470.0                        | -481.2                        |
| ■ Rentes de survivants  |                         | -64.1                         | -62.6                         |
| ■ Rentes d'invalidité   |                         | -37.2                         | -38.2                         |
| ■ Autres prestations réglementaires   | 3.3.3                   | -25.2                         | -28.2                         |
| ■ Prestations en capital à la retraite  | 3.3.3                   | -35.6                         | -19.6                         |
| ■ Prestations en capital en cas de décès  | 3.3.3                   | -11.3                         | -15.0                         |
| ■ Arrondi   |                         | 0.1                           | -0.1                          |
| <b>Prestations de sortie</b>  | 3.4                     | <b>-248.0</b>                 | <b>-277.1</b>                 |
| ■ Prestations de libre passage en cas de sortie   |                         | -224.6                        | -247.8                        |
| ■ Versements anticipés pour la propriété du logement/divorce                                    |                         | -23.3                         | -29.4                         |
| ■ Arrondi   |                         | -0.1                          | 0.1                           |
| <b>Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés</b>                               |                         | <b>-891.3</b>                 | <b>-922.0</b>                 |
| <b>Constitution de capitaux de prévoyance, provisions techniques et réserve de contribution</b> |                         | <b>-2 296.4</b>               | <b>-345.8</b>                 |
| ■ Constitution de capital de prévoyance assurés actifs  | 5.2                     | -1 775.4                      | -591.1                        |
| ■ Constitution (-)/dissolution de capitaux de prévoyance bénéficiaires de rentes                | 5.4                     | -434.3                        | 316.4                         |
| ■ Constitution de provisions techniques   | 5.5                     | -36.3                         | -2.7                          |
| ■ Rémunération du capital d'épargne   | 5.2.2 - 5.2.5           | -3.5                          | -3.5                          |
| ■ Constitution de la réserve de contributions de l'employeur                                    | 6.9.2                   | -46.8                         | -65.0                         |
| ■ Arrondi   |                         | -0.1                          | 0.1                           |
| <b>Charges d'assurance</b>  |                         | <b>-1.9</b>                   | <b>-1.9</b>                   |
| ■ Cotisations au fonds de garantie  |                         | -1.9                          | -1.9                          |
| <b>Résultat net de l'activité d'assurance</b>   |                         | <b>-2 348.3</b>               | <b>-410.7</b>                 |
| <b>Résultat net de l'activité des placements</b>  |                         | <b>1 118.2</b>                | <b>331.1</b>                  |
| ■ Résultat activité des placements  |                         | 1 190.0                       | 397.8                         |
| actifs opérationnels  | 6.8.1                   | 0.2                           | 0.2                           |
| liquidités  | 6.8.2                   | 0.0                           | 0.3                           |
| prêts   | 6.8.3                   | 20.3                          | 22.7                          |
| obligations   | 6.8.4                   | 273.2                         | -99.9                         |
| actions   | 6.8.5                   | 416.3                         | -7.0                          |
| biens immobiliers   | 6.8.6                   | 480.1                         | 481.6                         |
| Arrondi   |                         | -0.1                          | -0.1                          |
| ■ Charges d'intérêts  | 6.8.7                   | -1.2                          | -1.6                          |
| ■ Frais d'administration des placements   | 6.8.8                   | -70.6                         | -65.2                         |
| ■ Arrondi   |                         | 0.0                           | 0.1                           |
| <b>Constitution de provisions non techniques</b>  | 7.4                     | <b>-26.0</b>                  | <b>-27.6</b>                  |
| <b>Frais d'administration</b>   | 7.6                     | <b>-8.5</b>                   | <b>-8.5</b>                   |
| ■ Administration générale   |                         | -8.0                          | -8.1                          |
| ■ Organe de révision/expert en matière de prévoyance professionnelle                            |                         | -0.5                          | -0.4                          |
| ■ Autorités de surveillance   |                         | 0.0                           | 0.0                           |
| <b>Excédent des charges avant modification de la réserve de fluctuation de valeurs</b>          |                         | <b>-1 264.6</b>               | <b>-115.7</b>                 |
| <b>Dissolution/constitution (-) de la réserve de fluctuation de valeurs</b>                     | 6.4                     | <b>1 011.7</b>                | <b>-53.4</b>                  |
| <b>Arrondi</b>  |                         | <b>0.0</b>                    | <b>0.1</b>                    |
| <b>Excédent des charges</b>   |                         | <b>-252.9</b>                 | <b>-169.0</b>                 |

# Annexe aux comptes annuels

## 1. Principes et organisation

### 1.1 Indications générales

|   |   |   |
|---|---|---|
| <b>Forme juridique et objet</b>                     | La Caisse de pensions Migros (CPM) est une fondation au sens des art. 80 suiv. CC, art. 331 CO et art. 48 al. 2 LPP. Elle a pour objet la prévoyance professionnelle dans le cadre de la LPP et de ses dispositions d'application afin de prémunir les salariés du groupe Migros ainsi que les membres de leur famille et survivants contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès.   |   |
| <b>Inscription à la LPP et au fonds de garantie</b> | La CPM est inscrite au registre de la prévoyance professionnelle auprès des autorités de surveillance du canton de Zurich et auprès du fonds de garantie sous ZH 365.   |   |
| <b>Bases</b>  | <p>Acte de fondation approuvé par les autorités de surveillance le 16.6.2015</p> <p>Règlement de prévoyance de la CPM, valable depuis le 1.1.2012</p> <p>Règlement de prévoyance pour les enseignantes et enseignants des Écoles-clubs et des centres de sport et de loisirs de la communauté-M, valable depuis le 1.1.2012</p> <p>Règlement d'organisation, valable depuis le 25.3.2015</p> <p>Règlement de placement, valable depuis le 31.12.2015</p> <p>Ordonnance sur le règlement de placement, valable depuis le 31.12.2015</p> <p>Règlement relatif à la constitution de provisions et de réserves de fluctuation valable depuis le 31.12.2016</p> <p>Règlement de liquidation partielle entré en vigueur le 23.1.2012</p> <p>Règlement sur le respect des prescriptions de la LPP en matière de loyauté et d'intégrité (RELIB), valable depuis le 25.3.2015</p> <p>Règlement pour l'élection des délégués des salariés et des salariés membres du conseil de fondation, valable depuis le 25.3.2015</p> <p>Règlement pour la nomination des représentants des employeurs à la CPM, valable depuis le 25.3.2015</p> <p>Règlement pour la nomination des délégués des bénéficiaires de rentes à l'assemblée des délégués et pour l'élection des représentants des bénéficiaires de rentes au conseil de fondation, valable à partir du 25.3.2015</p> <p>Directives relatives à l'exercice des droits de vote (ORAb), valables depuis le 1.1.2016</p> |   |
| <b>Autorité de surveillance</b>                     | Autorité de surveillance LPP et des fondations du canton de Zurich, 8090 Zurich   |   |
| <b>Direction</b>                                    | Christoph Ryter<br>Sergio Campigotto<br>Danilo Follador<br>Adrian Ryser<br>Reto Schär   | Directeur<br>Directeur adjoint, responsable Administration<br>Responsable Assurance<br>Responsable Asset Management<br>Responsable Biens immobiliers Suisse |
| <b>Direction</b>                                    | Caisse de pensions Migros<br>Wiesenstrasse 15, 8952 Schlieren<br>Tél. 044 436 81 11<br>www.mpk.ch<br>infobox@mpk.ch   |   |

# Comptes annuels

## Indication des experts et conseillers consultés (art. 51c al. 4 LPP)

|   |   |
|---|---|
| <b>Organe de révision</b>                                     | PricewaterhouseCoopers SA, 8050 Zurich<br>Claudio Notter (réviseur responsable) |
| <b>Expert en matière de prévoyance professionnelle</b>        | Libera SA, 8022 Zurich<br>Jürg Walter (expert en caisses de pensions SKPE)      |
| <b>Controlling des investissements et comptabilité titres</b> | Complementa Investment-Controlling AG, 9015 Saint-Gall,<br>Thomas Breitenmoser  |
| <b>Conseil asset liability</b>                                | c-alm AG, 9000 Saint-Gall, Dr Roger Baumann                                     |
| <b>Expert en évaluation immobilière</b>                       | Wüest Partner AG, 8001 Zurich, Andreas Ammann                                   |
| <b>Dépositaire</b>  | Pictet & Cie, 1211 Genève<br>UBS SA, 8098 Zurich                                |

## Habilitation des gestionnaires de fortune au sens de l'art. 48f OPP 2

| Catégorie de placement                                    | Gestionnaire de fortune | Habilitation |
|---|-------------------------|--------------|
| Liquidités  | Direction CPM           | BVS          |
| Prêts   | Direction CPM           | BVS          |
| Prêts, part hypothèques                                   | GLKB/UBS SA             | FINMA        |
| Obligations gouvernementales en CHF                       | CPM-AST                 | CHS PP       |
| Obligations non gouvernementales Suisse en CHF            | CPM-AST                 | CHS PP       |
| Obligations Étranger en CHF                               | CPM-AST                 | CHS PP       |
| Obligations d'État en monnaies étrangères garanties       | CPM-AST                 | CHS PP       |
| Obligations d'entreprise en monnaies étrangères garanties | Direction CPM           | BVS          |
| Obligations d'entreprise en monnaies étrangères garanties | CPM-AST                 | CHS PP       |
| Placements satellites en obligations                      | Direction CPM           | BVS          |
| Actions Suisse  | CPM-AST                 | CHS PP       |
| Actions Étranger  | CPM-AST                 | CHS PP       |
| Placements satellites en actions                          | Direction CPM           | BVS          |
| Placements satellites en actions, private equity          | UBS SA                  | FINMA        |
| Biens immobiliers Suisse                                  | Direction CPM           | BVS          |
| Placements satellites en biens immobiliers                | Direction CPM           | BVS          |
| Couverture du risque de change portefeuille global        | Direction CPM           | BVS          |

|         |   |
|---------|---|
| CPM-AST | Fondation de placement de la Caisse de pensions Migros                          |
| BVS     | Autorité de surveillance LPP et des fondations du canton de Zurich, 8090 Zurich |
| FINMA   | Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers, 3003 Berne            |
| CHS PP  | Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle, 3001 Berne   |

## Organes Mandat 2015 à 2018

|   |   |   |
|---|---|---|
| <b>Assemblée des délégués</b>                                 | 100 membres, dont 57 représentants des salariés, 33 représentants des employeurs et 10 représentants des bénéficiaires de rentes. La composition de l'assemblée des délégués est indiquée sur la liste séparée des deux pages suivantes.  |   |
| <b>Le conseil de fondation</b>                                | 22 membres, dont 11 représentants des salariés, 10 représentants des employeurs et 1 représentant des bénéficiaires de rentes   |   |
| Représentants des employeurs                                  | Jörg Zulauf   | Président, signature collective<br>Migros-Genossenschafts-Bund  |
|   | Pierpaolo Born<br>Felix Hofstetter<br>Felix Meyer (depuis le 30.6.2016)<br>Dr Harald Nedwed<br>Gilles Oberson<br>Stefano Patrignani (depuis le 12.5.2016)<br>Marc Schaefer (jusqu'au 23.3.2016)<br>Philipp Sigrist<br>Verena Steiger<br>Beat Zahnd (jusqu'au 29.6.2016)<br>Fabrice Zumbrunnen | Società Cooperativa Migros Ticino<br>Genossenschaft Migros Ostschweiz<br>Genossenschaft Migros Luzern<br>Migros Bank<br>Mifroma SA<br>Genossenschaft Migros Basel<br>Société Coopérative Migros Vaud<br>Jowa AG<br>Genossenschaft Migros Zürich<br>Genossenschaft Migros Aare<br>Migros-Genossenschafts-Bund                          |
| Représentants des salariés                                    | Adrian Marbet   | Vice-président, signature collective<br>Migros-Verteilbetrieb Neuendorf AG  |
|   | Urs Bender<br>Michael Buckingham (jusqu'au 30.6.2016)<br>Marcel Gähwiler<br>Marie Gonzalez<br>Jürg Hochuli<br>Vanda Jornod<br>Kurt Krummenacher<br>Peter Meyer<br>Nadia Prota<br>Rolli Stirnimann<br>Thomas Zürcher (depuis le 7.9.2016)  | Signature collective Genossenschaft Migros Zürich<br>Genossenschaft Migros Ostschweiz<br>Micarna SA<br>Estavayer Lait SA<br>Chocolat Frey AG<br>Société Coopérative Migros Neuchâtel-Fribourg<br>Genossenschaft Migros Luzern<br>Genossenschaft Migros Aare<br>Midor AG<br>Genossenschaft Migros Basel<br>Migros-Genossenschafts-Bund |
| Représentant des bénéficiaires de rentes (sans droit de vote) | Willi Kemmler   | avant Migros-Genossenschafts-Bund   |
| <b>Comités</b>  | Comité des placements (voir annexe, chiffre 6.1)<br>Comité de prévoyance (voir annexe, chiffre 3.3.1)   |   |



## Assemblée des délégués

### Représentants des salariés au 31 décembre 2016

|    |                       |   |    |                                |   |
|----|-----------------------|---|----|--------------------------------|---|
| 1  | Ammann Werner         | Genossenschaft Migros Basel                   | 38 | Rupp Albert                    | Migros Verteilzentrum Suhr AG                 |
| 2  | Arn Priska            | Genossenschaft Migros Aare                    | 39 | Sauter Claudia                 | Liegenschaften-Betrieb AG                     |
| 3  | Austel Harry          | Delica AG                                     | 40 | Schaller Monika                | Midor AG                                      |
| 4  | Balsiger Andreas      | Genossenschaft Migros Luzern                  | 41 | Schäfer Yvonne                 | Mibelle AG                                    |
| 5  | Bärtsch Peter         | Genossenschaft Migros Luzern                  | 42 | Schlegel Armin                 | Genossenschaft Migros Ostschweiz              |
| 6  | Berek Michael         | Jowa AG                                       | 43 | Schmid Josef                   | Mifa AG Frenkendorf                           |
| 7  | Bucher André          | Genossenschaft Migros Zürich                  | 44 | Scioscia Maurizio              | Migros-Verteilbetrieb Neuendorf AG            |
| 8  | Burgener Benedikt     | Société Coopérative Migros Valais             | 45 | Sidler Markus                  | Genossenschaft Migros Luzern                  |
| 9  | Capuano Sonia         | Société Coopérative Migros Vaud               | 46 | Soguel André                   | Société Coopérative Migros Neuchâtel-Fribourg |
| 10 | de Stefani Sandro     | Migros-Pensionskasse                          | 47 | Steinhauser Silvia             | Ex Libris AG                                  |
| 11 | Georges André         | Société Coopérative Migros Genève             | 48 | Studer Roger                   | Migros-Genossenschafts-Bund                   |
| 12 | Gerber Bruno          | Genossenschaft Migros Aare                    | 49 | Tiberghien Grégoire            | Société Coopérative Migros Genève             |
| 13 | Guerini Sarah         | Società Cooperativa Migros Ticino             | 50 | Vieira Rodrigo                 | Société Coopérative Migros Vaud               |
| 14 | Hauri Markus          | Genossenschaft Migros Aare                    | 51 | Vodoz Thierry                  | Société Coopérative Migros Vaud               |
| 15 | Huber Urs             | Migrol AG                                     | 52 | Weber Thomas                   | Genossenschaft Migros Basel                   |
| 16 | Hunziker Annamarie    | Chocolat Frey AG                              | 53 | Wettstein Regula               | Jowa AG                                       |
| 17 | Insalaco Carmelo      | Genossenschaft Migros Aare                    | 54 | Wiederkehr Thomas              | Genossenschaft Migros Aare                    |
| 18 | Jäggi Josefa          | Migros Bank                                   | 55 | Wiederkehr-Luther<br>Christine | Migros-Genossenschafts-Bund                   |
| 19 | Jaquet Anne-Lise      | Estavayer Lait SA                             | 56 | Wiesli Jürg                    | Bischofszell Nahrungsmittel AG                |
| 20 | Jayet Cédric          | Mifroma SA                                    | 57 | Zeier Urs                      | Genossenschaft Migros Zürich                  |
| 21 | Jeger Luzia           | Genossenschaft Migros Basel                   |    |                                |   |
| 22 | Jenny Micheline       | Micarna SA                                    |    |                                |   |
| 23 | Kistler Jeanette      | Micarna SA                                    |    |                                |   |
| 24 | Kleiber Bruno         | Migros Bank                                   |    |                                |   |
| 25 | Leitao Armand         | Société Coopérative Migros Genève             |    |                                |   |
| 26 | Litschauer Brigitte   | Genossenschaft Migros Zürich                  |    |                                |   |
| 27 | Lorenzi Mario         | Genossenschaft Migros Ostschweiz              |    |                                |   |
| 28 | Martinelli Samantha   | Ferrovial Monte Generoso SA                   |    |                                |   |
| 29 | Nachbur Beat          | Genossenschaft Migros Ostschweiz              |    |                                |   |
| 30 | Nigg Jürg             | Genossenschaft Migros Ostschweiz              |    |                                |   |
| 31 | Oppliger Beatrice     | Jowa AG                                       |    |                                |   |
| 32 | Papilloud Jean-Claude | Aproz Sources Minérales SA                    |    |                                |   |
| 33 | Pellegrini Dario      | Società Cooperativa Migros Ticino             |    |                                |   |
| 34 | Plüss Heidi           | Migros-Verteilbetrieb Neuendorf AG            |    |                                |   |
| 35 | Preute Frank          | Genossenschaft Migros Zürich                  |    |                                |   |
| 36 | Riedo Nicolas         | Société Coopérative Migros Neuchâtel-Fribourg |    |                                |   |
| 37 | Rouiller Carlo        | Société Coopérative Migros Valais             |    |                                |   |

### Représentants des employeurs au 31 décembre 2016

|    |                     |   |
|----|---------------------|---|
| 1  | Arnold Walter       | Migros-Verteilbetrieb Neuendorf AG            |
| 2  | Arpagaus Annina     | Migros-Genossenschafts-Bund                   |
| 3  | Bazdim Karim        | Société Coopérative Migros Neuchâtel-Fribourg |
| 4  | Beutler Fredi       | Jowa AG                                       |
| 5  | Bürgi Stefan        | Mibelle AG                                    |
| 6  | Carrard Jérôme      | Micarna SA                                    |
| 7  | Castell Hans-Rudolf | Migros-Genossenschafts-Bund                   |
| 8  | Chatelan Anton      | Société Coopérative Migros Vaud               |
| 9  | Diethelm Cornelia   | Migros-Genossenschafts-Bund                   |
| 10 | Dussey Nicolas      | Société Coopérative Migros Genève             |
| 11 | Ebnetter Marita     | Ausgleichskasse der Migros-Betriebe           |
| 12 | Favre Frédéric      | Société Coopérative Migros Valais             |
| 13 | Frei René           | Genossenschaft Migros Ostschweiz              |
| 14 | Gähwiler Dieter     | Bischofszell Nahrungsmittel AG                |
| 15 | Gamba Andrea        | Società Cooperativa Migros Ticino             |
| 16 | Hatz Jann           | Migros-Genossenschafts-Bund                   |
| 17 | Hofer Daniel        | Migrol AG                                     |
| 18 | Honegger Marlène    | Migros-Genossenschafts-Bund                   |
| 19 | Keller Christian    | Genossenschaft Migros Zürich                  |
| 20 | Kessler Martin      | Genossenschaft Migros Aare                    |
| 21 | Knüsel Philippe     | Chocolat Frey AG                              |
| 22 | Kocsis Attila       | Genossenschaft Migros Aare                    |
| 23 | Kron Reto           | Genossenschaft Migros Luzern                  |
| 24 | Lämmli Peter        | Migros Bank                                   |
| 25 | Meier Urs           | Genossenschaft Migros Basel                   |
| 26 | Meyer Thomas        | Migros-Genossenschafts-Bund                   |
| 27 | Müller Daniel       | Genossenschaft Migros Basel                   |
| 28 | Röck Thomas         | Migros Verteilzentrum Suhr AG                 |
| 29 | Röthlin Daniel      | Ex Libris AG                                  |
| 30 | Schorderet Maurice  | Aproz Sources Minérales SA                    |
| 31 | Schuerpf Roland     | Genossenschaft Migros Ostschweiz              |
| 32 | Supan Patrick       | Migros-Genossenschafts-Bund                   |
| 33 | Truninger Thomas    | Mifa AG Frenkendorf                           |

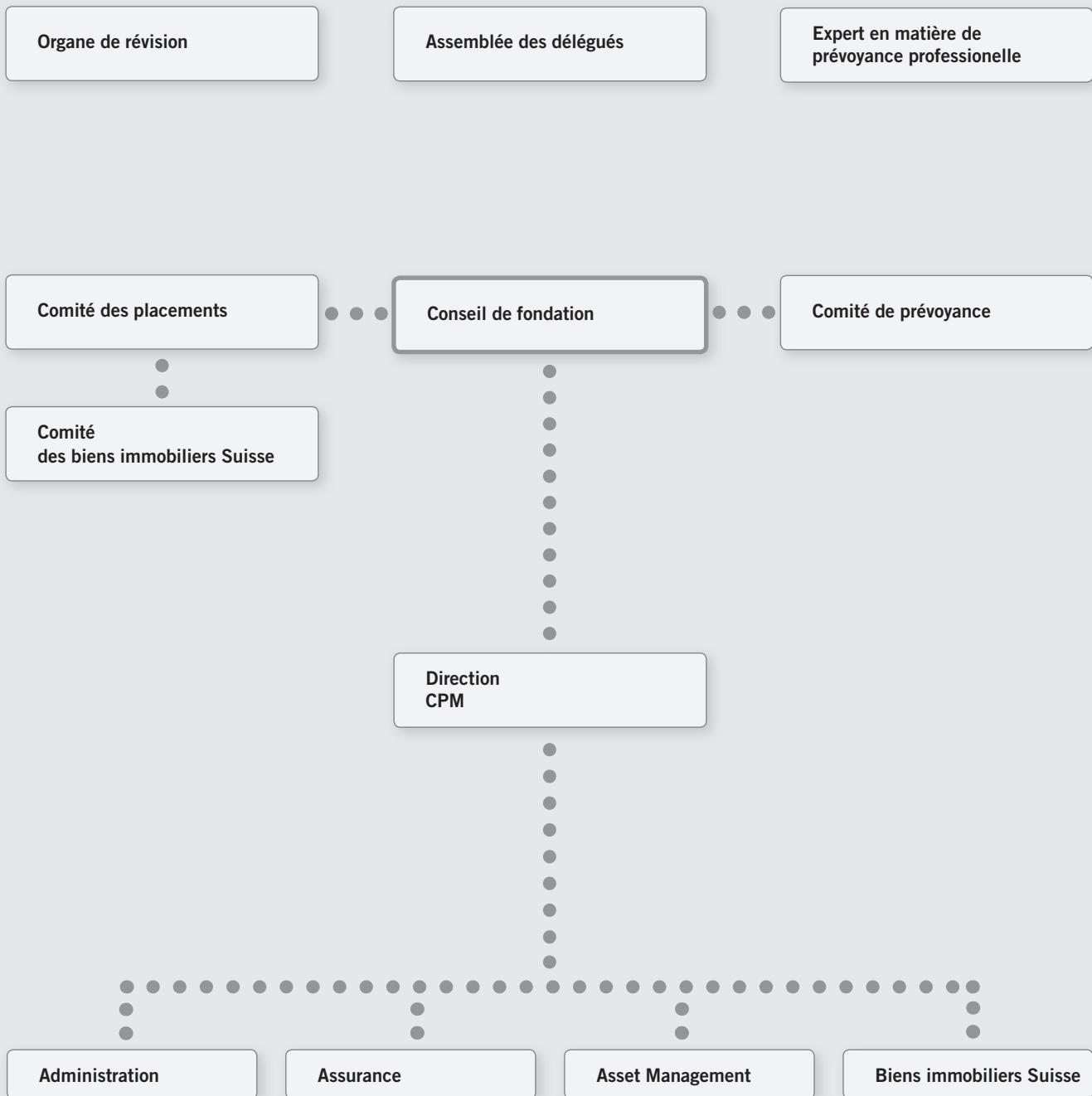
### Représentants des bénéficiaires de rentes au 31 décembre 2016

|    |                      |   |
|----|----------------------|---|
|    |                      | <i>avant</i>                                  |
| 1  | Hug-Burnod Charlotte | Migros-Genossenschafts-Bund                   |
| 2  | Kemmler Willi        | Migros-Genossenschafts-Bund                   |
| 3  | Krüsi Walter         | Jowa AG                                       |
| 4  | Löffler Dietmar      | Jowa AG                                       |
| 5  | Niederer Claus       | Hotelplan AG                                  |
| 6  | Ott Kurt             | Migros-Genossenschafts-Bund                   |
| 7  | Sacher Harold        | Genossenschaft Migros Aare                    |
| 8  | Schweizer Paul       | Genossenschaft Migros Ostschweiz              |
| 9  | Stolz Urs            | Genossenschaft Migros Zürich                  |
| 10 | Wild Jean-Frédy      | Société Coopérative Migros Neuchâtel-Fribourg |

## 1.2 Employeurs affiliés

| Effectif des assurés<br>au 31 décembre | Assurés actifs  |               |               | Bénéficiaires de rentes |               |               | Total       |               |               |           |
|--|---|---------------|---------------|-------------------------|---------------|---------------|-------------|---------------|---------------|-----------|
|  | 2016  | 2015          | +/-           | 2016                    | 2015          | +/-           | 2016        | 2015          | Total +/-     |           |
| 1                                      | Activ Fitness AG, 8712 Stäfa (depuis le 1.9.2016)                                   | 1             | 0             | 1                       | 0             | 0             | 0           | 1             | 0             | 1         |
| 2                                      | Fondation de placement de la Caisse de pensions Migros                              | 6             | 6             | 0                       | 0             | 0             | 0           | 6             | 6             | 0         |
| 3                                      | Aproz Sources Minérales SA, 1994 Aproz  | 121           | 113           | 8                       | 104           | 105           | -1          | 225           | 218           | 7         |
| 4                                      | Ausgleichskasse der Migros-Betriebe, 8031 Zürich                                    | 13            | 13            | 0                       | 8             | 8             | 0           | 21            | 21            | 0         |
| 5                                      | Bischofszell Nahrungsmittel AG, 9220 Bischofszell                                   | 925           | 895           | 30                      | 494           | 492           | 2           | 1 419         | 1 387         | 32        |
| 6                                      | Centre Balexert SA, 1214 Vernier  | 30            | 26            | 4                       | 19            | 21            | -2          | 49            | 47            | 2         |
| 7                                      | Chocolat Frey AG, 5033 Buchs  | 914           | 845           | 69                      | 393           | 385           | 8           | 1 307         | 1 230         | 77        |
| 8                                      | Delica AG, 4127 Birsfelden  | 347           | 330           | 17                      | 241           | 244           | -3          | 588           | 574           | 14        |
| 9                                      | Estavayer Lait SA, 1470 Estavayer-le-Lac  | 583           | 574           | 9                       | 391           | 401           | -10         | 974           | 975           | -1        |
| 10                                     | Ex Libris AG, 8953 Dietikon   | 299           | 321           | -22                     | 102           | 103           | -1          | 401           | 424           | -23       |
| 11                                     | Ferrovía Monte Generoso SA, 6825 Capolago   | 19            | 16            | 3                       | 15            | 16            | -1          | 34            | 32            | 2         |
| 12                                     | Genossenschaft Migros Aare, 3321 Schönbühl  | 7 853         | 7 671         | 182                     | 3 937         | 3 948         | -11         | 11 790        | 11 619        | 171       |
| 13                                     | Genossenschaft Migros Basel, 4002 Basel   | 2 609         | 2 632         | -23                     | 1 723         | 1 726         | -3          | 4 332         | 4 358         | -26       |
| 14                                     | Genossenschaft Migros Luzern, 6036 Dierikon   | 3 331         | 3 297         | 34                      | 1 498         | 1 485         | 13          | 4 829         | 4 782         | 47        |
| 15                                     | Genossenschaft Migros Ostschweiz, 9201 Gossau                                       | 6 069         | 5 989         | 80                      | 3 742         | 3 772         | -30         | 9 811         | 9 761         | 50        |
| 16                                     | Genossenschaft Migros Zürich, 8021 Zürich   | 6 323         | 6 335         | -12                     | 3 564         | 3 615         | -51         | 9 887         | 9 950         | -63       |
| 17                                     | Jowa AG, 8604 Volketswil  | 2 942         | 3 037         | -95                     | 1 761         | 1 792         | -31         | 4 703         | 4 829         | -126      |
| 18                                     | Liegenschaften-Betrieb AG, 8031 Zürich  | 124           | 122           | 2                       | 31            | 27            | 4           | 155           | 149           | 6         |
| 19                                     | Mibelle AG, 5033 Buchs  | 451           | 458           | -7                      | 162           | 161           | 1           | 613           | 619           | -6        |
| 20                                     | Micarna SA, 1784 Courtepin  | 2 601         | 2 584         | 17                      | 1 096         | 1 095         | 1           | 3 697         | 3 679         | 18        |
| 21                                     | Midor AG, 8706 Meilen   | 566           | 604           | -38                     | 381           | 400           | -19         | 947           | 1 004         | -57       |
| 22                                     | Mifa AG Frenkendorf, 4402 Frenkendorf   | 260           | 263           | -3                      | 141           | 143           | -2          | 401           | 406           | -5        |
| 23                                     | Mifroma SA, 1670 Ursy   | 249           | 242           | 7                       | 160           | 161           | -1          | 409           | 403           | 6         |
| 24                                     | Migrol AG, 8048 Zürich  | 197           | 189           | 8                       | 167           | 164           | 3           | 364           | 353           | 11        |
| 25                                     | migrolino AG, 5034 Suhr   | 111           | 97            | 14                      | 2             | 1             | 1           | 113           | 98            | 15        |
| 26                                     | Migros Bank, 8023 Zürich  | 1 450         | 1 471         | -21                     | 333           | 318           | 15          | 1 783         | 1 789         | -6        |
| 27                                     | Migros-Genossenschafts-Bund, 8031 Zürich  | 2 591         | 2 517         | 74                      | 942           | 939           | 3           | 3 533         | 3 456         | 77        |
| 28                                     | Migros-Pensionskasse, 8952 Schlieren  | 229           | 231           | -2                      | 172           | 173           | -1          | 401           | 404           | -3        |
| 29                                     | Migros-Verteilbetrieb Neuendorf AG, 4623 Neuendorf                                  | 945           | 931           | 14                      | 608           | 613           | -5          | 1 553         | 1 544         | 9         |
| 30                                     | Migros Verteilzentrum Suhr AG, 5034 Suhr  | 411           | 412           | -1                      | 122           | 121           | 1           | 533           | 533           | 0         |
|  | Mitreva Interne Revision AG, 8048 Zürich (jusqu'au 30.6.2016)                       | 0             | 10            | -10                     | 0             | 2             | -2          | 0             | 12            | -12       |
| 31                                     | Mitreva Treuhand und Revision AG, 8048 Zürich                                       | 39            | 28            | 11                      | 30            | 28            | 2           | 69            | 56            | 13        |
| 32                                     | m-way ag, 8152 Glattbrugg   | 97            | 90            | 7                       | 1             | 1             | 0           | 98            | 91            | 7         |
| 33                                     | ONE Training Center AG, 6210 Sursee   | 3             | 2             | 1                       | 0             | 0             | 0           | 3             | 2             | 1         |
| 34                                     | Riseria Taverne SA, 6807 Taverne  | 25            | 24            | 1                       | 24            | 23            | 1           | 49            | 47            | 2         |
| 35                                     | Sharoo AG, 8152 Glattbrugg  | 17            | 11            | 6                       | 0             | 0             | 0           | 17            | 11            | 6         |
| 36                                     | Società Cooperativa fra produttori e consumatori<br>Migros Ticino, 6592 S. Antonino | 1 238         | 1 253         | -15                     | 790           | 797           | -7          | 2 028         | 2 050         | -22       |
| 37                                     | Société Coopérative Migros Genève, 1227 Carouge                                     | 2 654         | 2 678         | -24                     | 1 669         | 1 700         | -31         | 4 323         | 4 378         | -55       |
| 38                                     | Société Coopérative Migros Neuchâtel-Fribourg, 2074 Marin                           | 1 800         | 1 794         | 6                       | 1 173         | 1 175         | -2          | 2 973         | 2 969         | 4         |
| 39                                     | Société Coopérative Migros Valais, 1920 Martigny                                    | 1 313         | 1 327         | -14                     | 620           | 628           | -8          | 1 933         | 1 955         | -22       |
| 40                                     | Société Coopérative Migros Vaud, 1024 Ecublens                                      | 2 540         | 2 569         | -29                     | 1 906         | 1 938         | -32         | 4 446         | 4 507         | -61       |
| 41                                     | Stiftung für Sprach- & Bildungszentren, 8038 Zürich                                 | 19            | 23            | -4                      | 22            | 23            | -1          | 41            | 46            | -5        |
| 42                                     | Stiftung «im Grüene», 8803 Rüslikon   | 46            | 43            | 3                       | 24            | 24            | 0           | 70            | 67            | 3         |
| 43                                     | VORSORGE in globo <sup>M</sup> , 8952 Schlieren                                     | 6             | 6             | 0                       | 0             | 0             | 0           | 6             | 6             | 0         |
|  | Membres individuels et autres   | 2             | 2             | 0                       | 746           | 765           | -19         | 748           | 767           | -19       |
|  | <b>Total</b>  | <b>52 369</b> | <b>52 081</b> | <b>288</b>              | <b>29 314</b> | <b>29 533</b> | <b>-219</b> | <b>81 683</b> | <b>81 614</b> | <b>69</b> |
|  | <b>Comptages multiples:</b>   |               |               |                         |               |               |             |               |               |           |
|  | ■ invalidité partielle  |               |               |                         | -274          | -304          |             |               |               |           |
|  | ■ retraites partielles  |               |               |                         | -37           | -29           |             |               |               |           |
|  | ■ deuxième rapport d'assurance  |               |               |                         | -521          | -510          |             |               |               |           |
|  | <b>Total</b>  |               |               |                         | <b>-832</b>   | <b>-843</b>   |             |               |               |           |
|  | <b>Total moins comptages multiples</b>  | <b>52 369</b> | <b>52 081</b> | <b>288</b>              | <b>28 482</b> | <b>28 690</b> | <b>-208</b> | <b>80 851</b> | <b>80 771</b> | <b>80</b> |

### 1.3 Organigramme



# Comptes annuels

## 2. Membres actifs et bénéficiaires de rentes

### 2.1 Assurés actifs

#### Assurance risque

À la fin 2016, au total 4532 personnes étaient assurées dans le cadre de l'assurance risque (exercice précédent 4711), dont 1855 hommes et 2677 femmes. Dans le plan pour les enseignants, une personne était assurée dans le cadre de l'assurance risque (2 personnes).

#### Assurance complète

|   | Hommes        | Femmes        | Total         | Exercice précédent | Variation   |
|---|---------------|---------------|---------------|--------------------|-------------|
| <b>1<sup>er</sup> janvier 2016</b>                  | <b>21 395</b> | <b>25 975</b> | <b>47 370</b> | <b>47 228</b>      | <b>142</b>  |
| Correction pour cause de mutations rétroactives     | 323           | 507           | 830           | 127                | 703         |
| <b>Entrées</b>                                      | <b>1 957</b>  | <b>2 399</b>  | <b>4 356</b>  | <b>4 514</b>       | <b>-158</b> |
| Sorties   | 1 721         | 2 254         | 3 975         | 4 007              | -32         |
| Cas de décès  | 27            | 15            | 42            | 56                 | -14         |
| Départs à la retraite                               | 187           | 324           | 511           | 287                | 224         |
| Cas d'invalidité                                    | 65            | 126           | 191           | 149                | 42          |
| <b>Total des départs</b>                            | <b>2 000</b>  | <b>2 719</b>  | <b>4 719</b>  | <b>4 499</b>       | <b>220</b>  |
| <b>Variation par rapport à l'exercice précédent</b> | <b>280</b>    | <b>187</b>    | <b>467</b>    | <b>142</b>         | <b>325</b>  |
| <b>31 décembre 2016</b>                             | <b>21 675</b> | <b>26 162</b> | <b>47 837</b> | <b>47 370</b>      | <b>467</b>  |
| ■ dont plan pour les enseignants                    | 321           | 961           | 1 282         | 1 289              | -7          |

### 2.2 Bénéficiaires de rentes

|   | Rentes de retraite | Rentes d'invalidité | Rentes de conjoint/<br>partenaire | Rentes d'enfant<br>de bénéficiaires<br>de rentes de retraite | Rentes d'enfant<br>de bénéficiaires<br>de rentes d'invalidité | Rentes d'orphelin | Total         |
|---|--------------------|---------------------|-----------------------------------|--|---|-------------------|---------------|
| <b>1<sup>er</sup> janvier 2016</b>                  | <b>21 583</b>      | <b>2 524</b>        | <b>3 885</b>                      | <b>301</b>   | <b>1 025</b>  | <b>215</b>        | <b>29 533</b> |
| Correction pour cause de mutations rétroactives     | 170                | -114                | 0                                 | 20   | 27  | 28                | 131           |
| Nouvelles entrées                                   | 362                | 61                  | 171                               | 28   | 37  | 13                | 672           |
| <b>Total des entrées</b>                            | <b>532</b>         | <b>-53</b>          | <b>171</b>                        | <b>48</b>  | <b>64</b>   | <b>41</b>         | <b>803</b>    |
| Cas de décès  | 543                | 19                  | 163                               | 0  | 1   | 0                 | 726           |
| Fin de droit  | 0                  | 9                   | 0                                 | 82   | 153   | 52                | 296           |
| <b>Total des départs</b>                            | <b>543</b>         | <b>28</b>           | <b>163</b>                        | <b>82</b>  | <b>154</b>  | <b>52</b>         | <b>1 022</b>  |
| <b>Variation par rapport à l'exercice précédent</b> | <b>-11</b>         | <b>-81</b>          | <b>8</b>                          | <b>-34</b>   | <b>-90</b>  | <b>-11</b>        | <b>-219</b>   |
| <b>31 décembre 2016</b>                             | <b>21 572</b>      | <b>2 443</b>        | <b>3 893</b>                      | <b>267</b>   | <b>935</b>  | <b>204</b>        | <b>29 314</b> |
| ■ dont hommes                                       | 9 650              | 932                 | 596                               | 139  | 466   | 108               | 11 891        |
| ■ dont femmes                                       | 11 922             | 1 511               | 3 297                             | 128  | 469   | 96                | 17 423        |

### 3. Nature de l'application du but

#### 3.1 Explications des règlements de prévoyance

La CPM a édicté un règlement de prévoyance selon la primauté des prestations (règlement de prévoyance CPM) et un règlement de prévoyance selon la primauté des cotisations pour les enseignants des Écoles-clubs et des centres de sport et de loisirs. Ils sont disponibles dans Internet sur [www.mpk.ch](http://www.mpk.ch). Les principaux éléments de ces documents figurent ci-après.

|  | Règlement de prévoyance CPM   | Règlement de prévoyance pour les enseignants   |
|--|---|--|
| <b>Champ d'application</b>                                       | Collaborateurs des entreprises de la communauté-M qui ont conclu une convention d'affiliation avec la CPM. En sont exclus les enseignants des Écoles-clubs et des centres de sport et de loisirs.   | Enseignants des Écoles-clubs et des centres de sport et de loisirs.  |
| <b>Définitions</b>   |   |  |
| Affiliation à la caisse de pensions                              | Les collaborateurs à partir de 17 ans dont le revenu annuel dépasse le salaire minimal LPP sont soumis à l'obligation de s'assurer. Jusqu'à l'âge de 24 ans, les collaborateurs sont assurés contre le risque (invalidité et décès), puis admis dans l'assurance complète (vieillesse, invalidité et décès).  |  |
| Retraite ordinaire   | 64 ans pour les femmes et les hommes. Retraite anticipée possible à partir de 58 ans. Retraite partielle possible en cas de réduction du taux d'occupation d'au moins 20 %.   |  |
| Déduction de coordination  | 30 % du revenu global, au plus toutefois le montant de la rente AVS maximale.   | 30 % du revenu global.   |
| Revenu soumis à cotisation                                       | Revenu global moins la déduction de coordination.   |  |
| Revenu assuré  | Revenu soumis à cotisation de l'année en cours.   |  |
|  | <ul style="list-style-type: none"><li>■ À partir de 52 ans: moyenne du revenu soumis à cotisation à partir de 51 ans.</li><li>■ À partir de 55 ans: moyenne des quatre revenus les plus élevés soumis à cotisation à partir de 51 ans.</li></ul>  |  |
| Bonifications de vieillesse en % du revenu assuré                | <b>Âge</b>  | <b>Bonification de vieillesse</b>  |
|  | 25–29   | 15 %   |
|  | 30–34   | 16 %   |
|  | 35–39   | 17 %   |
|  | 40–44   | 18 %   |
|  | 45–49   | 20 %   |
|  | 50–54   | 23 %   |
|  | 55–64   | 26 %   |
| <b>Prestations de retraite</b>                                   |   |  |
| Rente de retraite  | Par année d'assurance, 1,8 % du revenu assuré; réduction en cas de retraite anticipée, augmentation en cas de retraite différée.  | Avoir de vieillesse disponible au moment de la retraite, multiplié par le taux de conversion applicable (6.1 % à l'âge de 64 ans). |
| Capital à la place d'une rente                                   | Sous observation d'un préavis de trois mois, la totalité de la prestation de retraite ou une partie de la prestation peut être retirée sous forme de capital.   |  |
| Rente de remplacement AVS-M à partir de 64 ans (pour les hommes) | Prestation financée par l'employeur versée conformément au calcul de la rente de vieillesse AVS au moment de la retraite après 18 années complètes de cotisation. Une réduction intervient si la période de cotisation est inférieure à 18 années. En cas de versement du capital en lieu et place de la rente de retraite, le capital est réduit en conséquence. |  |
| Rentes d'enfant de bénéficiaires de rentes de retraite           | 20 % de la rente de retraite.   |  |

|   | Règlement de prévoyance CPM  | Règlement de prévoyance pour les enseignants  |
|---|--|---|
| <b>Prestations d'invalidité</b>                         |  |   |
| Rente d'invalidité                                      | 70 % de la rente de retraite expectative, complétée par un supplément de 0.5 point de pourcentage de la rente de retraite expectative par année d'assurance acquise en assurance complète. | 75 % de la rente de retraite prévue.  |
|   | Rente partielle selon la classification de l'assurance-invalidité fédérale.  |   |
| Rentes d'enfant de bénéficiaires de rentes d'invalidité | 20 % de la rente d'invalidité.   |   |
| <b>Prestations de survivants</b>                        |  |   |
| Rente de conjoint, de partenaire                        | 66⅔ % de la rente de retraite expectative ou de la rente de retraite ou d'invalidité perçue par la personne assurée.   | 66⅔ % de la rente de retraite prévue ou de la rente de retraite ou d'invalidité perçue par la personne assurée. |
| Rente d'orphelin  | 20 % de la rente de retraite prévue ou de la rente de retraite ou d'invalidité perçue par la personne assurée.   |   |

### 3.2 Financement/méthode de financement

Jusqu'à la fin de l'année de leur 24<sup>e</sup> anniversaire, les personnes assurées versent 1.5 % et l'employeur 3.0 % du revenu soumis à cotisation pour la couverture des risques invalidité et décès. À partir du 1<sup>er</sup> janvier qui suit le 24<sup>e</sup> anniversaire, des cotisations moyennes indépendantes de l'âge sont prélevées pour l'assurance complète. Elles s'élèvent à 8.5 % du revenu soumis à cotisation pour les assurés et à 17.0 % pour les employeurs. Les participations au chiffre d'affaires et bonus irréguliers, qui ne sont pas assurés dans le revenu global, peuvent être assurés dans un plan d'assurance complémentaire prévoyant une prestation en capital. À cet effet, les assurés et employeurs versent chacun 5 % de la part de salaire assurée. L'employeur finance en outre la rente de remplacement AVS-M et prend en charge les frais d'administration de 1.75 % sur la somme des cotisations versées par lui et ses assurés.

### 3.3 Autres informations sur l'activité de prévoyance

#### 3.3.1 Membres du comité de prévoyance (mandat de 2015 à 2018)

|  |             |                       |
|--|-------------|-----------------------|
| Urs Bender                               | Membre (RS) |                       |
| Felix Hofstetter                         | Membre (RE) |                       |
| Vanda Jornod                             | Membre (RS) |                       |
| Adrian Marbet                            | Membre (RS) |                       |
| Stefano Patrignani (depuis le 12.5.2016) | Membre (RE) |                       |
| Beat Zahnd (jusqu'au 29.6.2016)          | Membre (RE) |                       |
| Fabrice Zumbrunnen                       | Membre (RE) |                       |
| Christoph Ryter                          | Participant | Directeur             |
| Danilo Follador                          | Participant | Responsable Assurance |

RE = représentant de l'employeur au conseil de fondation  
RS = représentant des salariés au conseil de fondation

#### 3.3.2 Contributions et versements

##### Cotisations de l'employeur

|   | 2016<br>en millions<br>de CHF | 2015<br>en millions<br>de CHF |
|---|-------------------------------|-------------------------------|
| Règlement de prévoyance CPM   |                               |                               |
| Contribution de base, contribution pour le financement des augmentations de salaire | 370.8                         | 363.8                         |
| Règlement de prévoyance pour les enseignants  |                               |                               |
| Contribution de base  | 4.7                           | 4.6                           |
| Valeur actuelle de la rente pour la rente de remplacement AVS-M                     | 22.5                          | 22.8                          |
| Contribution aux frais d'administration   | 9.9                           | 9.7                           |
| Arrondi   | 0.1                           | 0.0                           |
| <b>Cotisations de l'employeur</b>   | <b>408.0</b>                  | <b>400.9</b>                  |

##### Primes uniques et montants d'achat

CHF 12.9 millions (exercice précédent CHF 12.8 millions) ont été versés pour l'achat d'années d'assurance et CHF 4.7 millions (CHF 4.2 millions) pour l'augmentation des comptes supplémentaires.

#### 3.3.3 Prestations et versements anticipés

##### Autres prestations réglementaires

Cette rubrique comporte les prestations pour les rentes de remplacement AVS-M de CHF 24.8 millions (exercice précédent CHF 27.7 millions). Compte tenu des 1207 (1333) bénéficiaires, le montant mensuel moyen par retraité était de CHF 1713 (CHF 1733). Le montant maximal à verser par personne et par mois est resté inchangé à CHF 2350. De plus, un montant inchangé de CHF 0.4 million est attribué aux rentes des comptes supplémentaires.

##### Prestations en capital à la retraite

Durant l'exercice sous revue, 215 personnes (exercice précédent 121 personnes), soit 42.1 % (42.2 %) des nouveaux retraités, ont profité de la possibilité de recevoir une partie ou la totalité de la rente de retraite sous forme de prestation unique en capital.

Au total 146 personnes (99 personnes) ont opté pour la totalité de la rente de retraite sous forme de prestation en capital, ce qui correspondait à CHF 25.6 millions (CHF 16.8 millions). Est incluse dans le montant total des versements en capital, la somme de CHF 1.0 million (CHF 0.9 million) versée au titre de prestations de sortie insignifiantes.

##### Prestations en capital en cas de décès

Une prestation en capital peut être exigée en lieu et place de la rente de conjoint/partenaire. Cette prestation a été versée dans 108 cas (exercice précédent 115 cas), ce qui correspond à CHF 10.5 millions (CHF 13.3 millions). Un montant inchangé de CHF 0.2 million est imputable aux indemnités de conjoint et CHF 0.6 million (CHF 1.4 million) aux capitaux en cas de décès dus lorsqu'aucune prestation de survivant ne doit être versée.



## 3.4 Prestations de sortie

|  | 2016<br><i>en millions<br/>de CHF</i> | 2015<br><i>en millions<br/>de CHF</i> |
|--|---------------------------------------|---------------------------------------|
| Prestations de libre passage en cas de sortie                                      | 224.6                                 | 247.9                                 |
| Transfert de fonds supplémentaires en cas de sortie collective                     | 0.0                                   | -0.1                                  |
| Encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle | 15.9                                  | 16.7                                  |
| Prestations en cas de divorce  | 7.4                                   | 12.7                                  |
| Arrondi  | 0.1                                   | -0.1                                  |
| <b>Total</b>   | <b>248.0</b>                          | <b>277.1</b>                          |

### Prestations de libre passage

Le montant versé en espèces consécutivement à la prise d'une activité professionnelle indépendante, à un départ définitif à l'étranger ou lorsque la prestation de sortie est insignifiante a atteint CHF 6.4 millions (exercice précédent CHF 8.4 millions).

### Transfert de fonds supplémentaires en cas de sortie collective

L'exercice précédent recense deux remboursements de capitaux de prévoyance de CHF 0.1 million. Ces transactions sont corrélées à la liquidation partielle découlant de la résiliation des contrats d'affiliation par le groupe Hotelplan à la fin novembre 2014.

### Encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle

Durant l'exercice sous revue, 248 assurés (exercice précédent 246) ont demandé un versement anticipé selon l'ordonnance sur l'encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle.

## 3.5 Adaptations des rentes

En vertu de l'art. 36 al. 2 et 3 LPP, le conseil de fondation a décidé, lors de sa réunion du 23 novembre 2016, de renoncer à une amélioration des prestations en faveur des bénéficiaires de rentes, car le pouvoir d'achat demeure stable depuis plusieurs années et l'évolution de l'indice des prix à la consommation était à la baisse ces dernières années (de septembre 2008 à septembre 2016 -2.3%). Faut de l'inflation, le Conseil fédéral a aussi renoncé à une adaptation des prestations minimales LPP au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

## 4. Principes d'évaluation et de présentation des comptes, permanence

---

### 4.1 Confirmation sur la présentation des comptes selon les Swiss GAAP RPC 26

---

Les comptes ont été présentés selon les normes des Swiss GAAP RPC 26. Cette présentation des comptes a pour but de rendre une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la caisse de pensions.

### 4.2 Principes comptables et d'évaluation

---

Les principes d'évaluation ci-après ont été appliqués à l'établissement des comptes annuels:

| Position   | Évaluation  |
|--|---|
| Conversion de monnaies étrangères                        | Les charges et produits sont convertis aux cours du jour.<br>Les actifs et passifs en monnaies étrangères sont convertis aux derniers cours de l'année.   |
| Actifs opérationnels, prêts placements directs           | À la valeur nominale. Si le remboursement du capital est menacé, des corrections de valeurs correspondantes sont constituées.   |
| Prêts collectifs, titres, opérations sur devises à terme | À la valeur de marché. Les placements dans des private equity, biens immobiliers Étranger et infrastructures sont portés au bilan à la dernière valeur d'inventaire connue.   |
| Biens immobiliers Suisse                                 |   |
| Immeubles/réserves de terrain                            | À la valeur de marché. La valeur de marché est établie chaque année selon la méthode du discounted cash-flow.   |
| Installations photovoltaïques                            | À la valeur d'acquisition. Les amortissements se font sur la durée d'utilisation estimée. Faute de maintien de la valeur, des corrections de valeur correspondantes sont effectuées.  |
| Terrains en droit de superficie                          | À la valeur actuelle indexée du contrat ou à la valeur de marché inférieure. Les contrats de superficie contiennent en principe un droit d'emption à l'égard du superficiaire après une durée de 15 ans (parfois 10 ans). Le prix d'achat correspond à la valeur indexée du terrain. Passée l'échéance de cette option d'achat, le superficiaire peut acquérir le terrain à la valeur vénale ou continuer d'exercer le droit de superficie. |
| Immeubles en cours de construction                       | À la valeur des coûts accumulés de la construction.   |
| Impôts latents   | Les impôts sur les mutations, les émoluments du Registre foncier et les frais de notaire découlant de la vente éventuelle des immeubles ainsi que les impôts sur gains immobiliers découlant d'une différence d'évaluation positive sont inscrits à la rubrique des provisions non techniques.  |
| Capitaux de prévoyance et provisions techniques          | La LPP 2015 (tables générationnelles) sert de base technique avec un taux d'intérêt technique de 2.0%.  |

### 4.3 Modification des principes comptables, d'évaluation et de présentation des comptes

---

#### Inscription des provisions de prévoyance au bilan selon le règlement relatif aux provisions en vigueur pour la clôture de l'exercice 2016

Le conseil de fondation a adopté un nouveau règlement relatif aux provisions le 23 novembre 2016. Les provisions de prévoyance ont été inscrites au bilan au 31 décembre 2016 conformément à ces dispositions. Le principal changement est l'abaissement du taux d'intérêt technique pour l'évaluation des engagements de prévoyance des assurés actifs et des bénéficiaires de rentes à un taux uniforme de 2.0%. Les répercussions qui découlent de la modification du système de provisions sont décrites au point 5.

## 5. Risques actuariels/couverture des risques/degré de couverture

### 5.1 Nature de la couverture des risques, réassurance

La caisse de pensions est autonome. Elle couvre elle-même les risques actuariels liés à la vieillesse, au décès et à l'invalidité.

### 5.2 Capital de prévoyance assurés actifs

|   | 31. 12. 2016                  | 31. 12. 2016<br><i>conf. à l'ancien<br/>règlement relatif<br/>aux provisions</i> | 31. 12. 2015                  |
|---|-------------------------------|--|-------------------------------|
|   | <i>en millions<br/>de CHF</i> | <i>en millions<br/>de CHF</i>  | <i>en millions<br/>de CHF</i> |
| 5.2.1 Capital de prévoyance assurés actifs règlement de prévoyance CPM (assurés individuels inclus) | 9 548.5                       | 8 244.2  | 7 781.8                       |
| 5.2.2 Capital de prévoyance assurés actifs règlement de prévoyance pour les enseignants             | 88.0                          | 88.0   | 85.0                          |
| 5.2.3 Capital d'épargne plan d'assurance prévoyant une prestation en capital                        | 3.6                           | 3.6  | 3.2                           |
| 5.2.4 Capital d'épargne comptes supplémentaires   | 17.6                          | 17.6   | 14.3                          |
| 5.2.5 Capital d'épargne comptes d'excédents   | 49.3                          | 49.3   | 43.8                          |
| Arrondi   | -0.1                          | -0.1   | -0.1                          |
| <b>Total</b>  | <b>9 706.9</b>                | <b>8 402.6</b>   | <b>7 928.0</b>                |

#### 5.2.1 Capital de prévoyance assurés actifs règlement de prévoyance CPM

Les capitaux de prévoyance des assurés actifs au sens du règlement de prévoyance CPM (assurés individuels inclus) sont calculés au moyen des bases techniques LPP 2015 (exercice précédent LPP 2010) en application du concept générationnel et avec un taux d'intérêt technique de 2.0% (2.5%), ils correspondent toutefois au moins au montant minimal de la prestation de sortie conformément à l'art. 17 LFLP. La somme des prestations de sortie individuelles de ces assurés actifs s'élève à CHF 6103.8 millions (CHF 5743.4 millions) à la date de clôture du bilan. Par comparaison, le capital de prévoyance a été augmenté d'environ 56.4% (35.5%), s'inscrivant ainsi à CHF 9548.5 millions (CHF 7781.8 millions). Les capitaux de prévoyance des sorties en suspens figurent dans le compte de régularisation passif.

Selon l'ancienne méthode de calcul, les capitaux de prévoyance des assurés actifs au sens du règlement de prévoyance CPM auraient totalisés CHF 8244.2 millions au 31 décembre 2016. Ils s'élèvent désormais à CHF 9548.5 millions et enregistrent ainsi une augmentation extraordinaire de CHF 1304.3 millions.

#### 5.2.2 Capital de prévoyance assurés actifs règlement de prévoyance pour les enseignants

Le capital de prévoyance pour les enseignants assurés actifs correspond à l'avoir de vieillesse ou à la somme des comptes de vieillesse gérés de manière individuelle. Les avoirs de vieillesse ont une nouvelle fois été rémunérés à 3.25%, ce qui équivaut à un montant de CHF 2.7 millions (exercice précédent CHF 2.5 millions).

#### Évolution capital de prévoyance règlement de prévoyance pour les enseignants

|  | 2016<br><i>en millions<br/>de CHF</i> | 2015<br><i>en millions<br/>de CHF</i> |
|--|---------------------------------------|---------------------------------------|
| <b>État au 1<sup>er</sup> janvier</b>  | <b>85.0</b>                           | <b>77.4</b>                           |
| <b>Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée</b>                      | <b>12.7</b>                           | <b>12.3</b>                           |
| ■ dont bonifications de vieillesse   | 6.2                                   | 5.9                                   |
| ■ dont primes uniques et montants d'achat  | 1.1                                   | 1.1                                   |
| ■ dont apports de libre passage  | 4.7                                   | 4.7                                   |
| ■ dont remboursements de versements anticipés pour la propriété du logement/divorce  | 0.7                                   | 0.5                                   |
| ■ Arrondi  | 0.0                                   | 0.1                                   |
| <b>Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés</b>                    | <b>-12.3</b>                          | <b>-7.2</b>                           |
| ■ dont prestations réglementaires  | -7.5                                  | -1.7                                  |
| ■ dont prestations de libre passage en cas de sortie                                 | -4.4                                  | -5.3                                  |
| ■ dont versements anticipés pour la propriété du logement/divorce                    | -0.4                                  | -0.2                                  |
| ■ dont harmonisation années précédentes (sorties et retraites avec effet rétroactif) | 0.0                                   | 0.0                                   |
| <b>Rémunération avoirs de vieillesse</b>   | <b>2.7</b>                            | <b>2.5</b>                            |
| <b>Arrondi</b>   | <b>-0.1</b>                           | <b>0.0</b>                            |
| <b>État au 31 décembre</b>   | <b>88.0</b>                           | <b>85.0</b>                           |

### 5.2.3 Capital d'épargne plan d'assurance prévoyant une prestation en capital

Les participations au chiffre d'affaires et bonus irréguliers, qui ne sont pas assurés dans le revenu global, peuvent être assurés dans un plan d'assurance complémentaire prévoyant une prestation en capital. Les comptes ont été rémunérés au taux minimal LPP de 1.25 % (exercice précédent 1.75 %).

### 5.2.4 Capital d'épargne comptes supplémentaires

Par des versements sur le compte supplémentaire, les assurés peuvent compenser, en cas de retraite anticipée, la rente de vieillesse AVS manquante et la réduction de la rente de retraite. À la date du bilan, 352 assurés (exercice précédent 308) ont profité de cette possibilité. Les comptes ont été rémunérés au taux minimal LPP de 1.25 % (1.75 %).

### 5.2.5 Capital d'épargne comptes d'excédents

Le compte capital d'épargne comptes d'excédents contient des prestations de sortie apportées qui n'ont pas pu être utilisées dans le cadre du règlement de prévoyance CPM. Le solde du compte se compose de 2045 postes (exercice précédent 1822). Les comptes ont été rémunérés au taux minimal LPP de 1.25 % (1.75 %).

### 5.3 Total des avoirs de vieillesse selon la LPP

Les avoirs de vieillesse selon la LPP (compte témoin) se sont chiffrés à CHF 2674.0 millions (exercice précédent CHF 2517.0 millions) et sont affectés au capital de prévoyance des assurés actifs (règlement de prévoyance CPM et règlement de prévoyance pour les enseignants). Le taux minimal LPP fixé par le Conseil fédéral était de 1.25 % (1.75 %).

### 5.4 Capital de prévoyance bénéficiaires de rentes

|   | 31. 12. 2016                  | 31. 12. 2016<br><i>conf. à l'ancien<br/>règlement relatif<br/>aux provisions</i> | 31. 12. 2015                  |
|---|-------------------------------|--|-------------------------------|
|   | <i>en millions<br/>de CHF</i> | <i>en millions<br/>de CHF</i>  | <i>en millions<br/>de CHF</i> |
| 5.4.1 Capital de prévoyance bénéficiaires de rentes                                     | 9 108.3                       | 8 485.0  | 8 672.5                       |
| 5.4.2 Capital de prévoyance rentes de remplacement AVS-Migros (bénéficiaires de rentes) | 21.0                          | 21.0   | 22.4                          |
| Arrondi   | -0.1                          | 0.0  | 0.0                           |
| <b>Total</b>  | <b>9 129.2</b>                | <b>8 506.0</b>   | <b>8 694.9</b>                |

#### 5.4.1 Capital de prévoyance bénéficiaires de rentes

Le capital de prévoyance bénéficiaires de rentes correspond à la valeur actuelle des rentes de retraite, de survivants et d'invalides en cours et aux prestations expectatives qui en découlent selon les bases techniques. Le capital de prévoyance bénéficiaires de rentes contient aussi le capital de prévoyance des rentes en cours préfinancé par le biais des comptes supplémentaires. Les engagements ont été calculés au moyen des bases techniques LPP 2015 (LPP 2010), tables générationnelles, 2.0 % (2.5 %).

Selon l'ancienne méthode de calcul, le capital de prévoyance des bénéficiaires de rentes aurait totalisé CHF 8485.0 millions au 31 décembre 2016. Il s'élève désormais à CHF 9108.3 millions et enregistre ainsi une augmentation extraordinaire de CHF 623.2 millions.

#### 5.4.2 Capital de prévoyance rentes de remplacement AVS-M (bénéficiaires de rentes)

Afin de garantir l'obligation de paiement des rentes de remplacement AVS-M en cours, la CPM a constitué un capital de prévoyance financé par les employeurs affiliés. Conformément à l'art. 16 al. 3 LFLP, la CPM ne constitue aucune provision spéciale pour les futures rentes de remplacement AVS-M des assurés actifs. En revanche, chaque employeur doit constituer des provisions en vue de garantir les engagements de contribution.

## 5.5 Provisions techniques

Les provisions techniques figurant ci-après ont été présentées selon le règlement relatif à la constitution de provisions et de réserves de fluctuation. Par rapport à l'exercice précédent, on note une hausse de CHF 36.3 millions (exercice précédent hausse de CHF 2.7 millions).

### Provisions techniques

|  | 31. 12. 2016                  | 31. 12. 2016<br><i>conf. à l'ancien<br/>règlement relatif<br/>aux provisions</i> | 31. 12. 2015                  |
|--|-------------------------------|--|-------------------------------|
|  | <i>en millions<br/>de CHF</i> | <i>en millions<br/>de CHF</i>  | <i>en millions<br/>de CHF</i> |
| 5.5.1 Provision pour assurance complémentaire des augmentations de salaire     | 328.1                         | 328.1  | 309.4                         |
| 5.5.2 Provision pour fluctuations de risques                                   | 96.4                          | 83.3   | 78.7                          |
| 5.5.3 Provision pour amélioration des prestations et réduction des cotisations | 0.0                           | 0.0  | 0.0                           |
| Arrondi  | -0.1                          | 0.0  | 0.0                           |
| <b>Total</b>   | <b>424.4</b>                  | <b>411.4</b>   | <b>388.1</b>                  |

#### 5.5.1 Provision pour assurance complémentaire des augmentations de salaire

La provision pour assurance complémentaire des augmentations de salaire est constituée pour financer les coûts des augmentations de salaire qui ne peuvent pas être financés en une année avec la contribution forfaitaire annuelle de 5 % des revenus soumis à cotisation. La valeur indicative maximale de la provision s'élève à 15 % des revenus soumis à cotisation des assurés en assurance complète à la date critère, à savoir à CHF 328.1 millions (exercice précédent CHF 322.1 millions).

La provision est constituée à hauteur de la valeur indicative maximale ou, le cas échéant, entièrement dissoute sur la base du résultat du montant forfaitaire de 5 % des revenus soumis à cotisation et des coûts effectifs du financement ultérieur des augmentations de salaire. Au cours de l'exercice sous revue, les cotisations encaissées pour l'assurance complémentaire des augmentations de salaire ont totalisé CHF 107.8 millions (CHF 105.7 millions) et les coûts CHF 77.3 millions (CHF 108.9 millions), d'où un bénéfice de CHF 30.5 millions (perte de CHF 3.2 millions). La provision au 31 décembre 2016 correspond à l'état à la fin de la période précédente majorée du bénéfice de 2016, au maximum toutefois à la valeur indicative maximale de 15 % des revenus soumis à cotisation au 31 décembre 2016. L'attribution a été réduite en conséquence de CHF 11.8 millions.

#### 5.5.2 Réserve de fluctuations de risques

La réserve de fluctuations de risques a pour but de compenser les pertes éventuelles découlant d'une évolution défavorable des cas d'invalidité et de décès d'assurés en assurance risque et en assurance complète au cours d'une année. Le montant de cette provision est évalué périodiquement sur la base d'une répartition des sinistres globaux et d'un niveau de sécurité de 99.99 % déterminé sur deux ans. Le besoin qui en découle correspond à 1 % du capital de prévoyance assurés actifs (sans comptes supplémentaires).

Selon l'ancienne méthode de calcul, la réserve de fluctuation de risque aurait totalisé CHF 83.3 millions au 31 décembre 2016. Elle s'élève désormais à CHF 96.4 millions et enregistre ainsi une augmentation extraordinaire de CHF 13.1 millions.

#### 5.5.3 Provision pour amélioration des prestations et réductions des cotisations

Pour l'exercice sous revue, aucune provision n'était nécessaire.

## 5.6 Attestation de l'expert

L'expert en matière de prévoyance professionnelle atteste, en date du 3 février 2017, que les répercussions sur le bilan actuariel découlant de la modification des principes comptables sont correctes. Le 15 février 2017, l'expert en matière de prévoyance professionnelle atteste en outre que la CPM était en mesure, au 31 décembre 2016, de répondre à toutes ses obligations réglementaires conformément à l'art. 52e al. 1 LPP.

## 5.7 Bilan actuariel

|   | <b>31.12.2016</b>             | <b>Variation</b>              | <b>31.12.2016</b>  | <b>31.12.2015</b>             |
|---|-------------------------------|-------------------------------|--|-------------------------------|
|   | LPP 2015<br>(TG)<br>2.0%      |                               | <i>conf. à l'ancien<br/>règlement relatif<br/>aux provisions</i> | LPP 2010<br>(TG)<br>2.5%      |
|   | <i>en millions<br/>de CHF</i> | <i>en millions<br/>de CHF</i> | <i>en millions<br/>de CHF</i>                                    | <i>en millions<br/>de CHF</i> |
| <b>Actifs disponibles</b>   | <b>21 481.0</b>               |                               | <b>21 481.0</b>  | <b>20 496.0</b>               |
| ■ Actifs selon le bilan commercial  | 22 326.5                      |                               | 22 326.5   | 21 261.8                      |
| ■ Dettes  | -9.3                          |                               | -9.3   | -10.3                         |
| ■ Compte de régularisation passif   | -44.2                         |                               | -44.2  | -36.6                         |
| ■ Réserve de contributions de l'employeur   | -542.3                        |                               | -542.3   | -495.2                        |
| ■ Provisions non techniques   | -249.6                        |                               | -249.6   | -223.6                        |
| ■ Arrondi   | -0.1                          |                               | -0.1   | -0.1                          |
| <b>Capitaux de prévoyance et provisions techniques</b>                              | <b>19 260.6</b>               | <b>1 940.6</b>                | <b>17 320.0</b>  | <b>17 011.1</b>               |
| <b>Capital de prévoyance</b>  | <b>18 836.1</b>               | <b>1 927.5</b>                | <b>16 908.6</b>  | <b>16 622.9</b>               |
| <b>dont assurés actifs</b>  | <b>9 706.9</b>                | <b>1 304.3</b>                | <b>8 402.6</b>   | <b>7 928.0</b>                |
| ■ Capital de prévoyance assurés actifs règlement de prévoyance CPM                  | 9 548.5                       | 1 304.3                       | 8 244.2  | 7 781.8                       |
| ■ Capital de prévoyance assurés actifs règlement de prévoyance pour les enseignants | 88.0                          | 0.0                           | 88.0   | 85.0                          |
| ■ Capital d'épargne plan d'assurance prévoyant une prestation en capital            | 3.6                           | 0.0                           | 3.6  | 3.2                           |
| ■ Capital d'épargne comptes supplémentaires   | 17.6                          | 0.0                           | 17.6   | 14.3                          |
| ■ Capital d'épargne comptes d'excédents   | 49.3                          | 0.0                           | 49.3   | 43.8                          |
| ■ Arrondi   | -0.1                          | 0.0                           | -0.1   | -0.1                          |
| <b>dont bénéficiaires de rentes</b>   | <b>9 129.2</b>                | <b>623.2</b>                  | <b>8 506.0</b>   | <b>8 694.9</b>                |
| ■ Capital de prévoyance bénéficiaires de rentes                                     | 9 108.3                       | 623.3                         | 8 485.0  | 8 672.5                       |
| ■ Capital de prévoyance rentes de remplacement AVS-Migros                           | 21.0                          | 0.0                           | 21.0   | 22.4                          |
| ■ Arrondi   | -0.1                          | -0.1                          | 0.0  | 0.0                           |
| <b>Provisions techniques</b>  | <b>424.4</b>                  | <b>13.0</b>                   | <b>411.4</b>   | <b>388.1</b>                  |
| ■ Provision pour assurance complémentaire des augmentations de salaire              | 328.1                         | 0.0                           | 328.1  | 309.4                         |
| ■ Provision pour fluctuations de risques  | 96.4                          | 13.1                          | 83.3   | 78.7                          |
| ■ Provision pour amélioration des prestations                                       | 0.0                           | 0.0                           | 0.0  | 0.0                           |
| ■ Arrondi   | -0.1                          | -0.1                          | 0.0  | 0.0                           |
| <b>Arrondi</b>  | <b>0.1</b>                    | <b>0.1</b>                    | <b>0.0</b>   | <b>0.1</b>                    |
| <b>Degré de couverture selon l'art. 44 OPP 2</b>                                    | <b>111.5%</b>                 | <b>-10.1%</b>                 | <b>124.0%</b>  | <b>120.5%</b>                 |
| <b>Degré de couverture visé</b>   | <b>119.0%</b>                 |                               | <b>119.0%</b>  | <b>119.0%</b>                 |

## 6. Explications relatives aux placements et au résultat net des placements

### 6.1 Organisation de l'activité de placement, règlement de placement

#### Responsabilités

Le conseil de fondation est l'organe suprême en matière de décision et de surveillance. Il assume de ce fait la responsabilité globale de la gestion de la fortune. Il délègue des tâches précises au comité des placements dans le domaine de la gestion de la fortune. Le comité des placements élabore la stratégie de placement à l'intention du conseil de fondation et détermine l'allocation tactique d'actifs et les benchmarks. Il désigne les gestionnaires de fortune et surveille leur activité de placement. En outre, il mandate l'Investment Controller et prend connaissance de ses rapports périodiques. Le responsable Asset Management (CIO) met en application l'allocation tactique d'actifs avec attribution de capitaux aux gestionnaires de fortune et rend régulièrement compte de l'activité de placement au comité des placements et au conseil de fondation. Le comité des biens immobiliers Suisse répond de l'application de la stratégie de placement pour les placements directs dans des biens immobiliers Suisse dans le cadre du règlement correspondant et du plan d'investissement approuvé par le comité des placements, dont en particulier les opérations telles qu'acquisition, remise en état et vente d'immeubles. L'Investment Controller veille à faire respecter les directives de placement conformément au règlement de placement ainsi qu'à l'application de la stratégie de placement et calcule et évalue les paramètres de risque. Il dresse les décomptes mensuels de rendement et de risque ainsi qu'un rapport trimestriel complet à l'intention du comité des placements et du conseil de fondation.

#### Exercice du droit de vote

Les dispositions de l'«Ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse» (ORAb) sont

en application. Ces directives pour l'exercice des droits de vote approuvées par le conseil de fondation sont accessibles aux assurés, aux entreprises concernées et à des tiers sur notre site Internet ([www.mpk.ch](http://www.mpk.ch)). Le résultat du vote des assemblées générales est publié seulement après la date de l'assemblée. Une liste correspondante est mise à jour chaque mois sur notre site Internet. Le conseil de fondation reçoit au moins une fois par année un rapport détaillé sur l'exercice des droits de vote.

#### Habilitation de gestionnaires de fortune actifs dans la prévoyance professionnelle, directive CHS PP D-01/2014

En vertu de l'art. 48f al. 4 OPP 2, seuls peuvent être chargés du placement et de la gestion de la fortune de prévoyance les personnes ou institutions externes soumises à la surveillance des marchés financiers par une loi spéciale ainsi que les intermédiaires financiers opérant à l'étranger qui sont soumis à la surveillance d'une autorité de surveillance agréée. Au sens de l'art. 48f al. 5 OPP 2, la CHS PP peut habiliter d'autres personnes ou institutions à exercer la gestion de fortune. Le respect de l'art. 48f al. 2-5 OPP 2 est expressément attesté.

#### Loyauté dans la gestion de fortune

La CPM est soumise à la charte de l'ASIP. Par conséquent, la CPM dispose d'un règlement visant à garantir le respect des prescriptions de la LPP en matière de loyauté et d'intégrité. Les membres des organes, les collaborateurs et les partenaires externes responsables du placement, de la gestion et du contrôle des fonds de prévoyance se sont engagés à respecter les dispositions légales et réglementaires. Le conseil de fondation a adopté toutes les mesures nécessaires afin de contrôler le respect de ces dispositions.

#### Membres du comité des placements (mandat de 2015 à 2018)

|                   |                |                              |
|-------------------|----------------|------------------------------|
| Dr Harald Nedwed  | Président (RE) |                              |
| Urs Bender        | Membre (RS)    |                              |
| Jürg Hochuli      | Membre (RS)    |                              |
| Felix Hofstetter  | Membre (RE)    |                              |
| Adrian Marbet     | Membre (RS)    |                              |
| Jörg Zulauf       | Membre (RE)    |                              |
| Christoph Ryter   | Participant    | Directeur                    |
| Sergio Campigotto | Participant    | Directeur adjoint            |
| Adrian Ryser      | Participant    | Responsable Asset Management |

RE = représentant de l'employeur au conseil de fondation  
RS = représentant des salariés au conseil de fondation

## 6.2 Limites de placement au sens des prescriptions de l'OPP 2 et utilisation des extensions des limites de placement

Les placements et limites autorisés au sens des prescriptions de l'OPP 2, en particulier les art. 53, 54, 54a, 54b, 55, 56 et 56a OPP 2 sont respectés. Les limites de placement au sens de l'art. 50 al. 4 OPP 2 ne sont pas étendues.

### Limite (selon les art. 54 et 55 OPP 2)

| art. | Catégorie  | Valeur de marché 2016 en CHF<br><i>en millions de CHF</i> | Valeur de marché 2016 en ME<br><i>en millions de CHF</i> | Arrondi     | Valeur de marché 2016 Total<br><i>en millions de CHF</i> | Effet des dérivés<br><i>en millions de CHF</i> | Valeur déterminante<br><i>en millions de CHF</i> | Place-ments 2016<br>% | Limite OPP 2<br>% |
|------|--|---|--|-------------|--|--|--|-----------------------|-------------------|
|      | Créances sur montant fixe liquidités incluses                        | 4 941.5   | 1 703.5  | -0.1        | 6 644.9  |  | 6 644.9  | 29.8                  | 100               |
| 55a  | Titres hypothécaires et lettres de gage                              | 60.0  | 0.0  | 0.0         | 60.0   |  | 60.0   | 0.3                   | 50                |
| 55b  | Actions  | 3 904.9   | 2 733.2  | 0.0         | 6 638.1  |  | 6 638.1  | 29.7                  | 50                |
| 55c  | Biens immobiliers  | 5 459.6   | 311.7  | 0.0         | 5 771.3  |  | 5 771.3  | 25.9                  | 30                |
|      | ■ Biens immobiliers Suisse   | 5 459.6   | 0.0  | 0.0         | 5 459.6  |  | 5 459.6  |                       |                   |
|      | ■ Biens immobiliers Étranger   | 0.0   | 311.7  | 0.0         | 311.7  |  | 311.7  | 1.4                   | 10                |
| 55d  | Placements alternatifs   | 1 005.0   | 2 200.0  | 0.0         | 3 205.0  |  | 3 205.0  | 14.4                  | 15                |
|      | <b>Placements</b>  | <b>15 371.0</b>   | <b>6 948.4</b>   | <b>-0.1</b> | <b>22 319.3</b>  |  | <b>22 319.3</b>                                  | <b>100.0</b>          |                   |
| 55e  | Placements en devises étrangères sans couverture du risque de change |   | 6 948.4  | -0.1        | 6 948.3  | -4 784.1                                       | 2 164.2  | 9.7                   | 30                |
| 54   | Limite par débiteur  |   |  |             |  |  | respectée  |                       |                   |
| 54a  | Limite en matière de participation                                   |   |  |             |  |  | respectée  |                       |                   |
| 54b  | Limite en matière de biens immobiliers et d'avance                   |   |  |             |  |  | respectée  |                       |                   |



## 6.3 Indications sur la catégorie des placements alternatifs (art. 53 al. 3 OPP 2)

Les catégories de placement liquidités, prêts, obligations, actions et placements satellites en biens immobiliers contiennent des placements considérés comme alternatifs au sens de l'art. 53 al. 3 OPP 2. Conformément aux directives de placement de l'OPP 2, sont considérés comme placements alternatifs les créances de débiteurs ne relevant pas du droit public, les senior secured loans, les placements immobiliers avec un taux d'avance supérieur à 50% ainsi que les infrastructures. À la date de clôture du bilan, la somme cumulée investie sous une forme diversifiée était de CHF 3205.0 millions (exercice précédent CHF 2924.3 millions).

### Placements alternatifs au sens de l'art. 53 OPP 2

| Composition   | 31.12.2016<br>en millions<br>de CHF | 31.12.2015<br>en millions<br>de CHF |
|---|-------------------------------------|-------------------------------------|
| Les créances alternatives au sens de l'art. 53 al. 3 OPP 2 (prêts, obligations hybrides, senior secured loans)                          | 1 565.3                             | 1 474.5                             |
| Private equity  | 175.3                               | 190.6                               |
| Absolute return, multi assets   | 241.7                               | 279.3                               |
| Placements collectifs dans des biens immobiliers dont le taux d'avance n'est pas limité à 50% de la valeur vénale (art. 53 al. 5 OPP 2) | 878.8                               | 622.0                               |
| Infrastructures   | 343.9                               | 358.1                               |
| <b>Total</b>  | <b>3 205.0</b>                      | <b>2 924.3</b>                      |

Les placements alternatifs correspondent à une part de 14.4% des placements de la fortune (exercice précédent 13.8%).

## 6.4 Valeur cible et calcul de la réserve de fluctuation de valeurs

### Évolution de la réserve de fluctuation de valeurs

|  | 2016<br>en millions<br>de CHF | 2015<br>en millions<br>de CHF |
|--|-------------------------------|-------------------------------|
| <b>État au 1<sup>er</sup> janvier</b>                        | <b>3 232.1</b>                | <b>3 178.7</b>                |
| Apport (-)/prélèvement par le biais du compte d'exploitation | -1 011.7                      | 53.4                          |
| <b>État au 31 décembre</b>                                   | <b>2 220.4</b>                | <b>3 232.1</b>                |

### Valeur cible de la réserve de fluctuation de valeurs

|   | 31.12.2016  | 31.12.2015  |
|---|-------------|-------------|
| Valeur cible sur la base d'un niveau de sécurité de 97.5% et d'un horizon de placement de 2 ans | 3 659.5     | 3 232.1     |
| Déficit de la réserve de fluctuation de valeurs   | -1 439.1    | 0.0         |
| Capital technique nécessaire  | 19 260.6    | 17 011.1    |
| Réserve de fluctuation de valeurs disponible en % du capital technique nécessaire               | 11.5        | 19.0        |
| <b>Valeur cible en % du capital technique nécessaire</b>  | <b>19.0</b> | <b>19.0</b> |

## 6.5 Présentation des placements par catégories

### Structure des placements

|   | Placements<br>2016    |              | Stratégie  | Fourchette |           | Placements<br>2015    |              |
|---|-----------------------|--------------|------------|------------|-----------|-----------------------|--------------|
|   | en millions<br>de CHF | %            |            | min.       | max.      | en millions<br>de CHF | %            |
| <b>Valeurs nominales</b>                                  | <b>8 142.5</b>        | <b>36.7</b>  | <b>40</b>  | <b>35</b>  | <b>45</b> | <b>7 987.2</b>        | <b>37.8</b>  |
| Liquidités  | 489.9                 | 2.2          | 1          |            |           | 550.1                 | 2.6          |
| Prêts   | 1 053.2               | 4.7          | 5          |            |           | 859.3                 | 4.1          |
| Obligations gouvernementales en CHF                       | 92.8                  | 0.4          | 5          |            |           | 144.8                 | 0.7          |
| Obligations non gouvernementales Suisse en CHF            | 743.1                 | 3.3          | 4          |            |           | 825.3                 | 3.9          |
| Obligations Étranger en CHF                               | 394.9                 | 1.8          | 3          |            |           | 498.5                 | 2.4          |
| Obligations d'État en monnaies étrangères garanties       | 679.1                 | 3.1          | 5          |            |           | 934.2                 | 4.4          |
| Obligations d'entreprise en monnaies étrangères garanties | 2 613.2               | 11.8         | 12         |            |           | 2 485.8               | 11.8         |
| Placements satellites en obligations                      | 2 076.4               | 9.4          | 5          |            |           | 1 689.2               | 8.0          |
| Arrondi   | -0.1                  | 0.0          |            |            |           | 0.0                   | -0.1         |
| <b>Immobilisations corporelles</b>                        | <b>14 059.7</b>       | <b>63.3</b>  |            |            |           | <b>13 135.7</b>       | <b>62.2</b>  |
| Actions   | 7 051.9               | 31.8         | 30         | 25         | 35        | 6 625.0               | 31.4         |
| ■ dont actions Suisse                                     | 1 810.6               | 8.2          | 8          |            |           | 1 893.9               | 9.0          |
| ■ dont actions Étranger                                   | 4 079.5               | 18.4         | 17         |            |           | 3 691.8               | 17.5         |
| ■ dont placements satellites en actions                   | 1 161.8               | 5.2          | 5          |            |           | 1 039.3               | 4.9          |
| Biens immobiliers   | 7 007.7               | 31.6         | 30         | 25         | 35        | 6 510.7               | 30.8         |
| ■ dont biens immobiliers Suisse                           | 5 396.3               | 24.3         | 25         |            |           | 5 114.9               | 24.2         |
| ■ dont placements satellites en biens immobiliers         | 1 611.4               | 7.3          | 5          |            |           | 1 395.8               | 6.6          |
| <b>Arrondi</b>  | <b>0.1</b>            | <b>-0.1</b>  |            |            |           | <b>0.0</b>            | <b>0.0</b>   |
| <b>Placements en capitaux</b>                             | <b>22 202.2</b>       | <b>100.0</b> | <b>100</b> |            |           | <b>21 122.9</b>       | <b>100.0</b> |
| Actifs opérationnels/limitations                          | 124.3                 |              |            |            |           | 138.8                 |              |
| Arrondi   | 0.0                   |              |            |            |           | 0.1                   |              |
| <b>Somme au bilan</b>                                     | <b>22 326.5</b>       |              |            |            |           | <b>21 261.8</b>       |              |

À la date de clôture du bilan, les dispositions légales et réglementaires étaient respectées.

## 6.5.1 Liquidités

Les liquidités comprennent des placements dans des comptes courants et des placements à terme.

## 6.5.2 Obligations d'entreprise en monnaies étrangères garanties

Les obligations d'entreprise en monnaies étrangères se composent de placements en partie collectifs auprès de la fondation de placement de la CPM ou dans un fonds CPM et en partie directement détenus.

## 6.5.3 Placements satellites en obligations

Les placements satellites en obligations comprennent les sous-catégories high yield, senior secured loans ainsi qu'obligations hybrides et convertibles. Les placements sont effectués en partie dans un fonds CPM et en partie directement détenus.

## 6.5.4 Placements satellites en actions

Les placements satellites en actions englobent les sous-catégories actions small & mid cap, private equity et multi assets. Les placements sont effectués en partie dans un fonds CPM et en partie directement détenus.

## 6.5.5 Biens immobiliers Suisse

|   | 31.12.2016<br>en millions<br>de CHF | 31.12.2015<br>en millions<br>de CHF |
|---|-------------------------------------|-------------------------------------|
| Postes opérationnels                      | -27.9                               | -27.1                               |
| Immeubles d'habitation                    | 4 346.9                             | 4 089.2                             |
| ■ dont immeubles en biens propres         | 4 163.7                             | 3 932.6                             |
| ■ dont immeubles en cours de construction | 183.1                               | 156.6                               |
| ■ dont arrondi                            | 0.1                                 | 0.0                                 |
| Immeubles commerciaux                     | 1 041.1                             | 1 020.3                             |
| ■ dont immeubles en biens propres         | 1 037.3                             | 1 018.9                             |
| ■ dont immeubles en cours de construction | 3.8                                 | 1.3                                 |
| ■ dont arrondi                            | 0.0                                 | 0.1                                 |
| Autres biens immobiliers                  | 36.3                                | 32.5                                |
| ■ dont installations photovoltaïques      | 17.9                                | 12.6                                |
| ■ dont terrains en droit de superficie    | 15.4                                | 15.7                                |
| ■ dont réserves de terrain                | 3.0                                 | 4.2                                 |
| Arrondi                                   | -0.1                                | 0.0                                 |
| <b>Total</b>                              | <b>5 396.3</b>                      | <b>5 114.9</b>                      |

## 6.5.6 Placements satellites en biens immobiliers

Les placements satellites en biens immobiliers comprennent les sous-catégories des biens immobiliers Étranger, des biens immobiliers Suisse indirects et des infrastructures.

## 6.5.7 Engagements résultant d'investissements

### Placements satellites en actions

À la date de clôture du bilan, les placements satellites en actions sont restés inchangés avec 15 engagements d'investissement d'un montant de CHF 63.3 millions (exercice précédent CHF 73.0 millions) dans la sous-catégorie private equity dans les monnaies d'origine EUR et USD.

### Biens immobiliers Suisse

Dans le cadre des nouvelles constructions et activités de transformation, un montant résiduel de CHF 80.8 millions (exercice précédent CHF 174.0 millions) à la date de clôture du bilan est lié à des engagements contractuels envers des entrepreneurs totaux et généraux pour 5 projets de construction (9 projets de construction).

### Placements satellites en biens immobiliers (y compris infrastructure)

À la clôture du bilan, on comptait un total inchangé de 26 engagements d'investissement d'un montant de CHF 394.9 millions (exercice précédent CHF 329.4 millions). Les engagements d'investissement étaient dans les monnaies d'origine CHF, EUR, GBP et USD.

## 6.6 Instruments financiers dérivés non échus (ouverts)

(art. 56a al. 7 OPP 2)

### 6.6.1 Opérations sur devises à terme

Durant l'exercice sous revue, des opérations sur devises à terme ont été effectuées pour couvrir partiellement les engagements en monnaie étrangère. La garantie est fournie tant pour la fondation de placement de la CPM ou le fonds CPM que directement par la CPM elle-même. Sur l'ensemble des opérations sur devises à terme directement conclues par la CPM, 207 (exercice précédent 184) réduisant l'engagement et 0 (5) neutre face à l'engagement de respectivement CHF 4784.1 millions (CHF 4557.1 millions) et CHF 0 million (CHF 7.7 millions) n'étaient pas encore échues. Les monnaies des transactions étaient AUD, CAD, CHF, EUR, GBP, JPY, SGD et USD. L'échéance finale des contrats court au plus tard jusqu'à la fin juillet 2017. À la date de clôture du bilan, la valeur de remplacement des opérations sur devises à terme est négative avec CHF 67.0 millions (négative avec CHF 33.9 millions).

### 6.6.2 Futures sur taux d'intérêt

À la date de bilan, on ne recensait pas de futures sur taux d'intérêt. Les 11 futures sur taux d'intérêt de l'exercice précédent appartenaient à la catégorie de placement des obligations d'entreprise en monnaies étrangères garanties pour couverture des taux d'intérêt avec un volume contractuel de CHF 51.3 millions bruts et un effet réduisant l'engagement de CHF 32.5 millions.

## 6.7 Prêts de titres

La CPM n'effectue pas de prêts de titres dans le cadre des placements directs. Les fondations et fonds de placement dans lesquels la CPM investit sont, dans le cadre de leurs placements directs, autorisés à effectuer des prêts de titres.

## 6.8 Explications relatives au résultat net des placements de la fortune

L'Investment Controller surveille constamment les revenus de la fortune et compare le rendement atteint avec la performance du benchmark. La performance globale s'est élevée à 5.3% (exercice précédent 1.6%). Les résultats ont été mesurés selon la méthode TWR (time weighted return) conformément à la stratégie de placement présentée au chiffre 6.5.

### 6.8.1 Résultat des actifs opérationnels

Le rendement des actifs opérationnels inchangé de CHF 0.2 million résulte en premier lieu de la rémunération des avoirs en banque, à la poste et en comptes courants inchangés de CHF 0.1 million et du produit des intérêts découlant de l'achat à tempérament d'années d'assurance manquantes également inchangé de CHF 0.1 million.

### 6.8.2 Résultat des liquidités

L'évaluation est effectuée à la valeur de marché et les intérêts courus sont régularisés. Tous les placements ont été effectués en CHF. Les taux d'intérêt négatifs sur les avoirs bancaires introduits par la Banque nationale suisse le 15 janvier 2015 ont, durant l'exercice sous revue, grevé les liquidités à hauteur de TCHF 100.7 (exercice précédent TCHF 21).

### 6.8.3 Résultat des prêts

Le revenu comptabilisé correspond aux entrées d'intérêt de l'exercice sous revue, aux intérêts courus accumulés sur le portefeuille de prêts et à l'effectif des hypothèques à la clôture du bilan ainsi qu'aux variations d'évaluation sur les prêts des placements collectifs.

|                             | 2016<br>en millions<br>de CHF | 2015<br>en millions<br>de CHF |
|-----------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| Prêts placements directs    | 18.1                          | 7.7                           |
| Prêts placements collectifs | 2.1                           | 15.0                          |
| Hypothèques actives         | 0.1                           | –                             |
| <b>Total</b>                | <b>20.3</b>                   | <b>22.7</b>                   |

## 6.8.4 Résultat des obligations

|   | 2016<br>en millions<br>de CHF | 2015<br>en millions<br>de CHF |
|---|-------------------------------|-------------------------------|
| Obligations gouvernementales en CHF                       | 3.7                           | 24.1                          |
| Obligations non gouvernementales Suisse en CHF            | 12.7                          | 16.6                          |
| Obligations Étranger en CHF                               | 7.7                           | 11.7                          |
| Obligations d'État en monnaies étrangères garanties       | 9.2                           | –59.7                         |
| Obligations d'entreprise en monnaies étrangères garanties | 95.7                          | –89.0                         |
| Placements satellites en obligations                      | 144.2                         | –3.7                          |
| Arrondi   | 0.0                           | 0.1                           |
| <b>Total</b>  | <b>273.2</b>                  | <b>–99.9</b>                  |

### Risques de change

Les risques de change sont couverts par les opérations sur devises à terme. Un effet négatif de CHF 41.8 millions a été réalisé à la clôture du bilan (exercice précédent –CHF 22.6 millions). Au jour de clôture, 82 (93) opérations sur devises à terme réduisant l'engagement et 0 (5) opérations sur devises à terme neutres face à l'engagement de respectivement CHF 2328.0 millions et CHF 0 millions (CHF 2512.6 millions et CHF 7.7 millions) n'étaient pas encore échues.

### 6.8.5 Résultat des actions

|                                  | 2016<br>en millions<br>de CHF | 2015<br>en millions<br>de CHF |
|----------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| Actions Suisse                   | –17.5                         | 52.7                          |
| Actions Étranger                 | 339.9                         | –66.6                         |
| Placements satellites en actions | 93.8                          | 6.9                           |
| Arrondi                          | 0.1                           | 0.0                           |
| <b>Total</b>                     | <b>416.3</b>                  | <b>–7.0</b>                   |

### Placements satellites en actions

Les risques de change sont, dans une large mesure, couverts par les opérations sur devises à terme. Un effet négatif de CHF 11.6 millions a été réalisé à la clôture du bilan (exercice précédent –CHF 4.8 millions). À la date de clôture du bilan, 62 (39) opérations sur devises à terme réduisant l'engagement à hauteur de CHF 1064.9 millions (CHF 965.2 millions) n'étaient pas encore échues.

## 6.8.6 Résultat des biens immobiliers

|  | 2016<br>en millions<br>de CHF | 2015<br>en millions<br>de CHF |
|--|-------------------------------|-------------------------------|
| Biens immobiliers Suisse                   | 365.2                         | 355.4                         |
| Placements satellites en biens immobiliers | 114.9                         | 126.2                         |
| <b>Total</b>                               | <b>480.1</b>                  | <b>481.6</b>                  |

### Biens immobiliers Suisse

#### Produit et variation de valeur

|   | 2016<br>en millions<br>de CHF | 2015<br>en millions<br>de CHF |
|---|-------------------------------|-------------------------------|
| Loyers nets contractuels  | 272.4                         | 266.1                         |
| Locaux vides et pertes de location                                  | -13.8                         | -11.9                         |
| Arrondi   | 0.1                           | -0.1                          |
| <b>Loyers nets encaissés</b>  | <b>258.7</b>                  | <b>254.1</b>                  |
| Charges découlant du compte des charges                             | -61.3                         | -51.9                         |
| <b>Produit immeubles en biens propres</b>                           | <b>197.4</b>                  | <b>202.2</b>                  |
| Autre revenu des biens immobiliers                                  | 2.9                           | 3.1                           |
| <b>Cash-flow net</b>  | <b>200.3</b>                  | <b>205.3</b>                  |
| Résultat de l'évaluation du portefeuille immobilier                 | 151.8                         | 135.8                         |
| Résultat des ventes de biens immobiliers                            | 0.3                           | 2.2                           |
| Arrondi   | -0.1                          | -0.1                          |
| Répartition des frais d'administration des placements de la fortune | 12.9                          | 12.2                          |
| <b>Résultat</b>   | <b>365.2</b>                  | <b>355.4</b>                  |

Le résultat des biens immobiliers Suisse comprend le cash-flow net de CHF 200.3 millions (exercice précédent CHF 205.3 millions) ainsi que le résultat d'évaluation et de vente de CHF 152.0 millions (CHF 137.9 millions). Le résultat des ventes de biens immobiliers découle, d'une part, de la différence entre le prix de vente et la valeur de marché des constructions et, d'autre part, des frais liés à la vente (honoraires de notaire et émoluments du registre foncier, impôts sur le transfert de propriété et les gains immobiliers, commissions de vente, frais internes). Les frais d'administration des placements de la fortune de CHF 12.9 millions (CHF 12.2 millions) correspondent aux frais de gestion de la fortune directs occasionnés à la CPM.

#### Placements satellites en biens immobiliers

Dans les biens immobiliers Étranger, les risques de change sont, dans une large mesure, couverts par les opérations sur devises à terme. Un effet négatif de CHF 13.7 millions a été réalisé à la clôture du bilan (exercice précédent -CHF 6.6 millions). À la date de clôture du bilan, 63 (52) opérations sur devises à terme réduisant l'engagement à hauteur de CHF 1391.2 millions (CHF 1079.4 millions) n'étaient pas encore échues.

## 6.8.7 Charges d'intérêts

|   | 2016<br>en millions<br>de CHF | 2015<br>en millions<br>de CHF |
|---|-------------------------------|-------------------------------|
| Charges d'intérêts des fonds étrangers          | 0.6                           | 0.9                           |
| Charges d'intérêts des propres comptes courants | 0.4                           | 0.3                           |
| Réserve de contributions de l'employeur         | 0.2                           | 0.3                           |
| Arrondi   | 0.0                           | 0.1                           |
| <b>Total</b>                                    | <b>1.2</b>                    | <b>1.6</b>                    |

### Charges d'intérêts des fonds étrangers

Les charges d'intérêts des fonds étrangers englobent la rémunération des prestations de libre passage.

### Charges d'intérêts des propres comptes courants

Concernant les charges d'intérêt des propres comptes courants, il s'agit en premier lieu de la rémunération des comptes immobiliers (excédent des liquidités du compte d'exploitation des immeubles moins le besoin de financement net).

### 6.8.8 Frais d'administration des placements

(art. 48a al. 1b OPP 2)

#### Frais de gestion de la fortune

| (inscrits au compte d'exploitation)   | 2016<br>en millions<br>de CHF | 2015<br>en millions<br>de CHF |
|---|-------------------------------|-------------------------------|
| Frais de gestion de la fortune directement comptabilisés (1 <sup>er</sup> niveau de frais)                                      | 19.1                          | 26.0                          |
| Frais de gestion de la fortune des placements collectifs (indicateurs des frais 2 <sup>e</sup> /3 <sup>e</sup> niveau de frais) | 51.5                          | 39.2                          |
| <b>Frais de gestion de la fortune comptabilisés</b>   | <b>70.6</b>                   | <b>65.2</b>                   |

#### Frais de gestion de la fortune directement comptabilisés

Les frais de gestion de la fortune directement comptabilisés englobent les charges liées à la gestion de la fortune (TER) de CHF 17.0 millions (exercice précédent CHF 21.0 millions), les frais de transaction et impôts (TTC) de CHF 1.6 million (CHF 4.5 millions) ainsi que les autres frais (SC) inchangés de CHF 0.5 million.

#### Frais de gestion de la fortune des placements collectifs

Les frais de gestion de la fortune des placements collectifs transparents en matière de frais sont indiqués conformément aux concepts de ratio des frais TER et apparaissent dans le compte d'exploitation en tant que frais de gestion de la fortune. Les rendements des différentes catégories de placements de la fortune ont été augmentés en conséquence. Le poste «Résultat net de l'activité des placements» reste ainsi inchangé. Tous les placements collectifs sont considérés comme transparents en matière de frais au sens des directives de la CHS PP D-02/2013.

#### Indication des postes

|   | 31.12.2016            |               | 31.12.2015            |               |
|---|-----------------------|---------------|-----------------------|---------------|
|   | en millions<br>de CHF | %             | en millions<br>de CHF | %             |
| Placements directs  | 6 948.7               | 31.1          | 9 494.6               | 44.7          |
| Placements collectifs transparents en matière de frais  | 15 253.6              | 68.4          | 11 628.3              | 54.7          |
| Actifs opérationnels  | 117.1                 | 0.5           | 129.9                 | 0.6           |
| Arrondi   | -0.1                  | 0.0           | 0.0                   | 0.0           |
| <b>Total des placements de la fortune</b>   | <b>22 319.3</b>       | <b>100.0</b>  | <b>21 252.8</b>       | <b>100.0</b>  |
| <b>Taux de transparence en matière de frais</b><br>(part des placements transparents en matière de frais)                                   |                       | <b>100%</b>   |                       | <b>100%</b>   |
| <b>Total des frais de gestion de la fortune inscrits au compte d'exploitation</b><br>(en % des placements transparents en matière de frais) |                       | <b>0.316%</b> |                       | <b>0.307%</b> |
| Frais de gestion de la fortune par CHF 100 de placements de la fortune  |                       | 31.6 centimes |                       | 30.7 centimes |

## 6.9 Explication des placements auprès de l'employeur et de la réserve de contributions de l'employeur

### 6.9.1 Placements auprès de l'employeur

À la clôture du bilan, la CPM disposait des avoirs suivants auprès des employeurs. Ces avoirs étaient entièrement couverts par des réserves de fluctuation de valeurs.

#### Placements auprès de l'employeur

|   | <i>en millions<br/>de CHF</i> | <b>31. 12. 2016</b><br><i>en % des<br/>actifs disponibles</i> | <i>en millions<br/>de CHF</i> | <b>31. 12. 2015</b><br><i>en % des<br/>actifs disponibles</i> |
|---|-------------------------------|---|-------------------------------|---|
| Actifs opérationnels  | 97.0                          | 0.5   | 113.1                         | 0.6   |
| ■ <i>comptes courants non garantis</i>                                | <i>97.0</i>                   | <i>0.5</i>  | <i>113.1</i>                  | <i>0.6</i>  |
| Liquidités  | 192.1                         | 0.9   | 122.0                         | 0.6   |
| Obligations   | 0.0                           | 0.0   | 19.7                          | 0.1   |
| ■ <i>dont obligations gouvernementales en CHF</i>                     | <i>0.0</i>                    | <i>0.0</i>  | <i>1.5</i>                    | <i>0.0</i>  |
| ■ <i>dont obligations Étranger en CHF</i>                             | <i>0.0</i>                    | <i>0.0</i>  | <i>1.2</i>                    | <i>0.0</i>  |
| ■ <i>dont obligations d'entreprise en monnaies étrangères</i>         | <i>0.0</i>                    | <i>0.0</i>  | <i>17.0</i>                   | <i>0.1</i>  |
| Actions   | 0.0                           | 0.0   | 5.5                           | 0.0   |
| ■ <i>Actions Suisse; liquidités dans la catégorie de placements</i>   | <i>0.0</i>                    | <i>0.0</i>  | <i>5.2</i>                    | <i>0.0</i>  |
| ■ <i>Actions Étranger; liquidités dans la catégorie de placements</i> | <i>0.0</i>                    | <i>0.0</i>  | <i>0.3</i>                    | <i>0.0</i>  |
| <b>Total</b>  | <b>289.1</b>                  | <b>1.4</b>  | <b>260.3</b>                  | <b>1.3</b>  |

#### Comptes courants non garantis

Les comptes courants sans garantie chez l'employeur se composent des contributions dues de CHF 13.9 millions (exercice précédent CHF 18.6 millions) et de l'avoir en compte courant envers la Fédération des coopératives Migros (FCM) de CHF 83.1 millions (CHF 94.5 millions). Les comptes courants sont rémunérés aux conditions du marché. Les avoirs bancaires chez l'employeur revêtent un caractère purement commercial et ne sont pas inscrits comme placements chez l'employeur.

#### Liquidités

Il s'agit de l'avoir en compte courant envers la FCM dans la catégorie des liquidités. Les intérêts sont calculés aux conditions du marché.

#### Baux avec l'employeur

À la date de clôture du bilan, les baux avec les entreprises du Groupe Migros ont atteint un volume de loyers de CHF 38.8 millions (CHF 41.0 millions). Ce chiffre correspond à 12.4% (13.1%) de l'ensemble des loyers nets. Conformément à l'art. 57 al. 3 OPP 2 qui prévoit que les placements en biens immobiliers utilisés à des fins commerciales pour plus de 50% de leur valeur par l'employeur ne peuvent pas dépasser 5% de la fortune, la valeur capitalisée s'inscrit à CHF 634.3 millions (CHF 618.9 millions), ce qui correspond à un taux inchangé de 3.0% des actifs disponibles.

### 6.9.2 Explications sur la réserve de contributions de l'employeur

Durant l'exercice sous revue, le taux d'intérêt s'est élevé à 0.05 % (exercice précédent jusqu'à la fin janvier 0.25% et à partir de février 0.05%), ce qui correspond à l'intérêt de l'avoir en compte courant des entreprises-M auprès de la FCM. À la date de clôture du bilan, à l'instar de l'exercice précédent, 28 employeurs affiliés disposaient d'une réserve de contribution.

|                                       | 2016<br><i>en millions<br/>de CHF</i> | 2015<br><i>en millions<br/>de CHF</i> |
|---------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|
| <b>État au 1<sup>er</sup> janvier</b> | <b>495.2</b>                          | <b>430.0</b>                          |
| Prélèvements                          | -1.3                                  | -6.7                                  |
| Apports                               | 48.1                                  | 71.7                                  |
| <b>Différence nette</b>               | <b>46.8</b>                           | <b>65.0</b>                           |
| Intérêts                              | 0.2                                   | 0.3                                   |
| Arrondi                               | 0.1                                   | -0.1                                  |
| <b>État au 31 décembre</b>            | <b>542.3</b>                          | <b>495.2</b>                          |

### 6.10 Rétrocessions

Les gestionnaires de fortune externes et les conseillers spécialisés de la CPM ont attesté que, dans le cadre de leurs prestations de service pour la CPM au cours de l'exercice 2016, ils n'avaient touché aucune rétrocession.



## 7. Explications relatives à d'autres postes du bilan et du compte d'exploitation

### 7.1 Compte de régularisation actif

Au terme de l'exercice sous revue, le poste du bilan se composait des éléments suivants:

|                                       | 31.12.2016<br>en millions<br>de CHF | 31.12.2015<br>en millions<br>de CHF |
|---------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| Aménagements intérieurs activés       | 5.5                                 | 6.2                                 |
| Biens mobiliers/valeurs immatérielles | 1.0                                 | 1.4                                 |
| Autres postes                         | 0.6                                 | 1.3                                 |
| Arrondi                               | 0.1                                 | 0.0                                 |
| <b>Total</b>                          | <b>7.2</b>                          | <b>8.9</b>                          |

Les aménagements intérieurs activés concernent les investissements pour les aménagements à la chose louée au siège de Schlieren. Cet investissement sera amorti sur une durée totale de 12 ans. Le poste biens mobiliers/valeurs immatérielles comporte des acquisitions dont la valeur se maintient au-delà d'une année. La durée d'amortissement est de tout au plus 5 ans.

### 7.2 Autres dettes

Au terme de l'exercice sous revue, le poste du bilan se composait des éléments suivants:

|   | 31.12.2016<br>en millions<br>de CHF | 31.12.2015<br>en millions<br>de CHF |
|---|-------------------------------------|-------------------------------------|
| M-participation bénéficiaires de rentes | 2.1                                 | 2.5                                 |
| Dettes envers des tiers                 | 1.7                                 | 1.9                                 |
| Comptes courants                        | 1.8                                 | 1.1                                 |
| <b>Total</b>                            | <b>5.6</b>                          | <b>5.5</b>                          |

Les dettes découlant de la M-participation bénéficiaires de rentes concernent des coupons que les entreprises-M remettaient aux collaborateurs jusqu'à la fin 1990 au début de l'embauche et à l'occasion d'anniversaires de service. Une restitution est possible en tout temps. La CPM est chargée du traitement de ces coupons rémunérés à un taux de 7% au moins. La différence par rapport à l'intérêt du marché est facturée aux employeurs respectifs. Les dettes envers des tiers et les comptes courants concernent les affaires opérationnelles et ont, en règle générale, un caractère à court terme.

### 7.3 Compte de régularisation passif

Au terme de l'exercice sous revue, le poste du bilan se composait des éléments suivants:

|                                    | 31.12.2016<br>en millions<br>de CHF | 31.12.2015<br>en millions<br>de CHF |
|------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| Sorties en suspens                 | 34.6                                | 33.9                                |
| Prêts; engagement exercice suivant | 7.0                                 | 0.0                                 |
| Provisions personnel               | 1.4                                 | 1.4                                 |
| Autres postes                      | 1.2                                 | 1.3                                 |
| <b>Total</b>                       | <b>44.2</b>                         | <b>36.6</b>                         |

Les engagements découlant de sorties en suspens se composent de prestations de libre passage envers 1069 assurés (exercice précédent 844 assurés). Les fonds seront transférés sous peu aux institutions de prévoyance ou de libre passage concernées.

Les engagements découlant de prêts concernent deux transactions conclues en décembre 2016 et inscrites en parallèle dans le portefeuille de la comptabilité titres (approche date de transaction). Janvier 2017 était fixé pour l'échéance du remboursement des sommes des prêts, qui figurent dans le compte de régularisation passif.

#### 7.4 Provisions non techniques

Les provisions non techniques concernent, d'une part, les contributions latentes obligatoires aux futures rentes de remplacements AVS-M de la CPM en tant qu'employeur et, d'autre part, les impôts latents sur le transfert de propriété et les gains immobili-

liers de la catégorie de placement des biens immobiliers Suisse ainsi que les honoraires de notaire et émoluments du registre foncier latents.

#### Provision non technique

| Provisions pour                 | futures rentes<br>de remplacement<br>AVS-M | impôts sur les<br>gains immobiliers<br>et charges | Arrondi                       | Total                                  | Total                                  |
|---------------------------------|--|---|-------------------------------|--|--|
|                                 | <i>en millions<br/>de CHF</i>              | <i>en millions<br/>de CHF</i>                     | <i>en millions<br/>de CHF</i> | <i>2016<br/>en millions<br/>de CHF</i> | <i>2015<br/>en millions<br/>de CHF</i> |
| État au 1 <sup>er</sup> janvier | 0.5  | 223.2   | -0.1                          | 223.6                                  | 196.0                                  |
| Variation                       | -0.1                                       | 26.0  | 0.1                           | 26.0                                   | 27.6                                   |
| État au 31 décembre             | 0.4  | 249.2   | 0.0                           | 249.6                                  | 223.6                                  |

#### 7.5 Fonds libres

La variation des fonds libres se fait par le biais de l'excédent des produits et des charges. Dans le cas de liquidations partielles, une éventuelle répercussion sur les fonds libres intervient exclusivement dans le compte d'exploitation.

## 7.6 Frais d'administration

### Frais d'administration généraux

Au cours de la période sous revue, la direction a généré des frais d'administration généraux à hauteur de CHF 27.6 millions (exercice précédent CHF 27.1 millions), dont les charges d'administration pour la gestion des placements de la fortune qui s'inscrivent à CHF 17.4 millions (CHF 17.1 millions). Ce dernier montant com-

porte CHF 15.2 millions (CHF 14.7 millions) de frais de gestion de la fortune et CHF 2.2 millions (CHF 2.4 millions) de prestations du département de construction interne susceptibles d'être activées. Les rendements divers contiennent en premier lieu des produits découlant de prestations à des entités juridiques proches (entre autres fondation de placement de la CPM).

### Frais d'administration

|  | 2016<br><i>en millions de<br/>de CHF</i> | 2015<br><i>en millions<br/>de CHF</i> |
|--|--|---------------------------------------|
| Frais de personnel   | 18.1                                     | 18.1                                  |
| Honoraires et prestations  | 4.6                                      | 4.1                                   |
| Corrections de valeur et amortissements  | 1.8                                      | 1.7                                   |
| Loyers des locaux  | 1.5                                      | 1.4                                   |
| Communication/information assurés  | 0.7                                      | 0.7                                   |
| Entretien des installations/petites acquisitions   | 0.2                                      | 0.2                                   |
| Autres frais d'administration  | 0.8                                      | 0.9                                   |
| Arrondi  | -0.1                                     | 0.0                                   |
| <b>Frais d'administration généraux avant répartitions/rendement</b>  | <b>27.6</b>                              | <b>27.1</b>                           |
| Répartition des frais d'administration des placements et des décomptes de frais annexes et de chauffage sans incidence sur le compte de résultat | -15.2                                    | -14.7                                 |
| Répartition des prestations du département de construction sur les placements  | -2.2                                     | -2.4                                  |
| Rendements divers  | -2.2                                     | -1.9                                  |
| <b>Total répartition/rendement</b>   | <b>-19.6</b>                             | <b>-19.0</b>                          |
| <b>Total des frais d'administration généraux</b>   | <b>8.0</b>                               | <b>8.1</b>                            |

### Organe de révision/expert en matière de prévoyance professionnelle

Les charges des prestations de révision internes et externes et les charges de l'expert en matière de prévoyance professionnelle se sont élevées à respectivement CHF 0.3 million et CHF 0.2 million (exercice précédent CHF 0.3 million et CHF 0.1 million).

### Autorités de surveillance

Durant l'exercice sous revue, les charges de l'Autorité de surveillance LPP et des fondations du canton de Zurich se sont élevées à TCHF 18.4 (exercice précédent TCHF 19.8).

La Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle (CHS PP) détermine les émoluments de surveillance annuels depuis l'exercice 2014 sur la base des frais effectifs. Au cours de l'exercice 2016, les émoluments de 2015 ont été facturés à un montant fixe de CHF 300 et un émolument supplémentaire flexible de 48 centimes (50 centimes) par personne assurée active et rente versée. En parallèle, des excédents remontant à 2012 et 2013 ont été remboursés, d'où un excédent des produits de TCHF 21.4 pour l'exercice sous revue (charges de TCHF 20.0).

À la clôture, un excédent des produits de TCHF 3.0 (charges de TCHF 39.8) a été inscrit à la rubrique des autorités de surveillance.

## 8. Demandes de l'autorité de surveillance

---

En date du 15 septembre 2016, l'Autorité de surveillance LPP et des fondations du canton de Zurich a pris connaissance sans conditions des comptes 2015.

## 9. Autres informations relatives à la situation financière

---

Aucune.

## 10. Événements postérieurs à la date du bilan

---

Aucun événement important postérieur à la date du bilan n'est à signaler.

# Rapport de l'expert en matière de prévoyance professionnelle

**LIBERA**

Au Conseil de Fondation de la  
**Caisse de pensions Migros**  
Schlieren

Zurich, 15 février 2017

## **Attestation de l'expert en prévoyance professionnelle**

Sur la base des documents et des données fournis par la Caisse de pensions Migros, nous confirmons en tant qu'expert en prévoyance professionnelle au Conseil de Fondation et à l'Autorité de surveillance ce qui suit au 31 décembre 2016:

- Libera est une société d'experts indépendants et agréés en matière de prévoyance professionnelle selon l'art. 52d et 52e LPP ainsi que l'art. 40 ss OPP2.
- L'examen de la Caisse de pensions Migros au 31 décembre 2016 est réalisé conformément aux directives techniques DTA de la Chambre Suisse des experts en caisses de pensions et plus particulièrement selon la DTA 5.
- Les capitaux de prévoyance et les provisions techniques ont été calculés avec les bases techniques LPP 2015 selon les tables de mortalité par génération et un taux d'intérêt technique de 2.0%.
- Avec une fortune de prévoyance de CHF 21'481.0 millions et un capital de prévoyance de CHF 19'260.6 millions, le degré de couverture selon l'art. 44 OPP 2 s'élève à 111.5% au 31 décembre 2016.
- Les provisions techniques sont conformes au règlement sur la constitution de provisions et de réserves de fluctuation de valeur.
- La réserve de fluctuation de valeur qui s'élève à CHF 2'220.4 millions n'atteint pas son montant cible.
- Le taux d'intérêt technique de référence selon la DTA 4 au 31 décembre 2016 est de 2.25% et est supérieur au taux d'intérêt technique de la Caisse de pensions Migros.
- Toutes les dispositions réglementaires actuarielles sur les prestations et le financement correspondent aux dispositions légales.
- La Caisse de pensions Migros offre au 31 décembre 2016 la garantie suffisante qu'elle peut remplir ses engagements de nature actuarielle. Elle satisfait donc les prescriptions selon l'art. 52e al. 1 LPP.

Meilleures salutations  
Libera SA



Jürg Walter, dipl. Math. ETH  
Expert en Caisses de Pensions CSEP  
Managing Director



Samuel Blum, MSc ETH  
Expert en Caisses de Pensions CSEP



## **Rapport de l'organe de révision** **au Conseil de fondation de la caisse de pensions Migros** **Schlieren**

### **Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels**

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de la caisse de pensions Migros, comprenant le bilan, le compte d'exploitation et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2016.

#### **Responsabilité du Conseil de fondation**

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales, à l'acte de fondation et aux règlements, incombe au Conseil de fondation. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil de fondation est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

#### **Responsabilité de l'expert en matière de prévoyance professionnelle**

Le Conseil de fondation désigne pour la vérification, en plus de l'organe de révision, un expert en matière de prévoyance professionnelle. Ce dernier examine périodiquement si l'institution de prévoyance offre la garantie qu'elle peut remplir ses engagements et si les dispositions réglementaires de nature actuarielle et relatives aux prestations et au financement sont conformes aux dispositions légales. Les provisions nécessaires à la couverture des risques actuariels se calculent sur la base du rapport actuel de l'expert en matière de prévoyance professionnelle au sens de l'art. 52e al. 1 LPP en relation avec l'art. 48 OPP 2.

#### **Responsabilité de l'organe de révision**

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

#### **Opinion d'audit**

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2016 sont conformes à la loi suisse, à l'acte de fondation et aux règlements.

---

PricewaterhouseCoopers AG, Birchstrasse 160, Postfach, 8050 Zürich  
Telefon: +41 58 792 44 00, Telefax: +41 58 792 44 10, [www.pwc.ch](http://www.pwc.ch)

PricewaterhouseCoopers AG est membre d'un réseau mondial de sociétés juridiquement autonomes et indépendantes les unes des autres.



### **Rapport sur d'autres dispositions légales et réglementaires**

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément (art. 52b LPP) et d'indépendance (art. 34 OPP 2) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Nous avons également procédé aux vérifications prescrites aux art. 52c al. 1 LPP et 35 OPP 2. Le Conseil de fondation répond de l'exécution de ses tâches légales et de la mise en œuvre des dispositions statutaires et réglementaires en matière d'organisation, de gestion et de placements.

Nous avons vérifié:

- si l'organisation et la gestion étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires et s'il existait un contrôle interne adapté à la taille et à la complexité de l'institution;
- si les placements étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires;
- si les comptes de vieillesse étaient conformes aux dispositions légales;
- si les mesures destinées à garantir la loyauté dans l'administration de la fortune avaient été prises et le respect du devoir de loyauté ainsi que la déclaration des liens d'intérêts étaient suffisamment contrôlés par l'organe suprême;
- si les indications et informations exigées par la loi avaient été communiquées à l'autorité de surveillance;
- si les actes juridiques passés avec des personnes proches qui nous ont été annoncés garantissaient les intérêts de l'institution de prévoyance.

Nous attestons que les dispositions légales, statutaires et réglementaires applicables en l'espèce ont été respectées.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers AG

Claudio Notter  
Expert-réviseur  
Réviseur responsable

Dominique Schneylin  
Expert-réviseur

Zürich, le 22 février 2017

#### **Impressum**

Éditeur: **Caisse de pensions Migros**, Wiesenstrasse 15, 8952 Schlieren

Concept et présentation graphique: **www.mendelin.com**

Crédit photo: **Simon Hallström, Zurich**

Illustrations: **fotolia.com**

Par souci de bonne lisibilité, l'emploi de la forme masculine fait indifféremment référence aux personnes de sexe masculin ou féminin.

Publié en français, allemand et italien dans Internet.  
La version allemande fait foi.





**Caisse de pensions Migros**  
Wiesenstrasse 15, 8952 Schlieren  
Tél. 044 436 81 11  
[www.mpk.ch](http://www.mpk.ch)  
[infofox@mpk.ch](mailto:infofox@mpk.ch)